

CHAPITRE 1

Les résultats économiques des exploitations agricoles en 2020

Données du Réseau d'Information Comptable Agricole

Rapport annuel RICA 2020 - Méthodologie	7
1. Des résultats économiques 2020 en baisse pour le secteur agricole	9
2. La dispersion et la variabilité des résultats en 2020	12
3. L'évolution de la forme juridique des exploitations	15
4. Les subventions des exploitations agricoles en 2020	16
5. La situation financière des exploitations agricoles	18
6. Les résultats économiques des exploitations agricoles européennes en 2019	24
Annexes	27

Rapport annuel RICA 2020 – Méthodologie

Le RICA et le champ couvert

Le Réseau d'information comptable agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations technico-économiques. En France métropolitaine, le RICA couvre le champ des exploitations dont la production brute standard est supérieure à 25 000 €. Ces dernières contribuent à **plus de 95 % de la production standard du pays et utilisent plus de 90 % de la surface agricole**.

Données 2020

Les données 2020 présentées dans ce rapport ont été établies à partir de l'échantillon définitif du RICA 2020. Elles portent sur le champ de **la France métropolitaine** et reposent sur un **échantillon de 7 125 entreprises représentant 289 769 exploitations agricoles**.

Évolutions 2019-2020

Les évolutions 2019-2020 sont, sauf mention contraire, calculées sur **échantillon constant**, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, **et exprimées en réel** (c'est-à-dire corrigées de l'inflation). Les données 2019 ont pour cela été valorisées en euros de 2020 à l'aide de l'indice des prix à la consommation (source Insee) ; dans les rapports précédents, c'était l'indice du prix du Produit intérieur brut qui était utilisé. Les séries longues présentent également les valeurs sur l'échantillon complet exprimées en euros de 2020.

Focus sur certains indicateurs

Le principal indicateur économique commenté ici est l'excédent brut d'exploitation (EBE) par ETP non salarié. Ce résultat est calculé à partir de la valeur de la production de l'année (vendue ou stockée), augmentée des subventions, de laquelle sont soustraites les consommations intermédiaires et les autres charges d'exploitation (salaires, impôts fonciers, fermages...).

Le résultat courant avant impôts se déduit de l'EBE après prise en compte des charges financières et des amortissements (qui ne sont pas décaissables).

Un solde disponible est calculé en déduisant de l'EBE les annuités d'emprunts à moyen et long terme et les cotisations sociales de l'exploitant. Le résultat mesure la performance annuelle de l'exploitation, le solde disponible donne une information complémentaire, en intégrant le mode de financement des investissements.

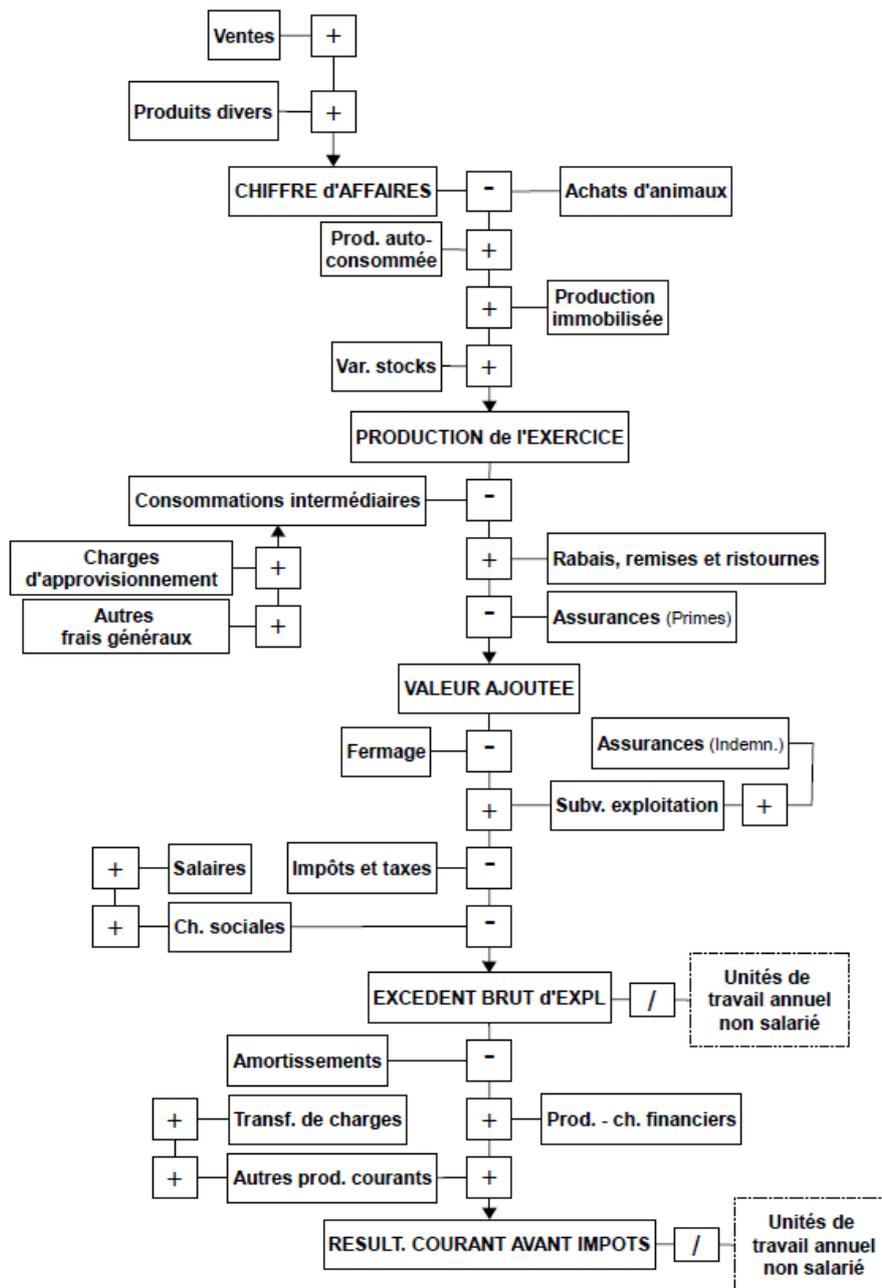
Subventions

Dans le RICA, les subventions d'exploitation sont enregistrées au titre de la campagne en cours. En d'autres termes, quels que soient les montants d'aides perçus au cours de l'exercice comptable 2020, seules les subventions reçues au titre de la campagne 2020 sont intégrées dans les données du RICA 2020.

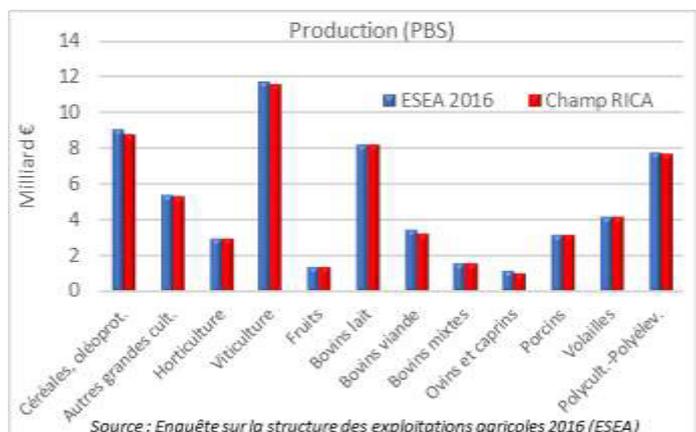
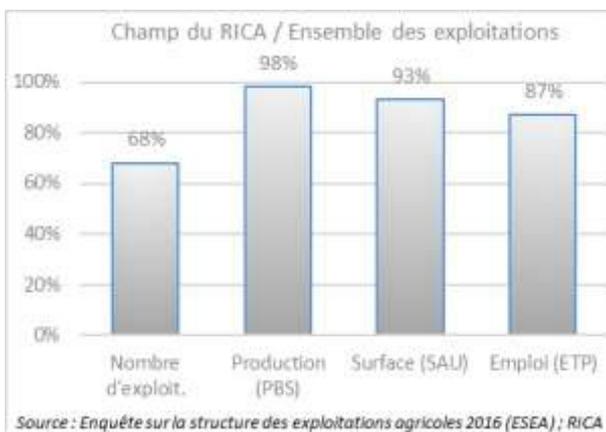
Pour en savoir plus sur le RICA, voir la rubrique dédiée sur le site agreste.gouv.fr :

[Lien vers la partie du site Agreste relative à la présentation générale du RICA](#)

Schéma de construction des indicateurs de résultats



Champ couvert par le RICA 2020

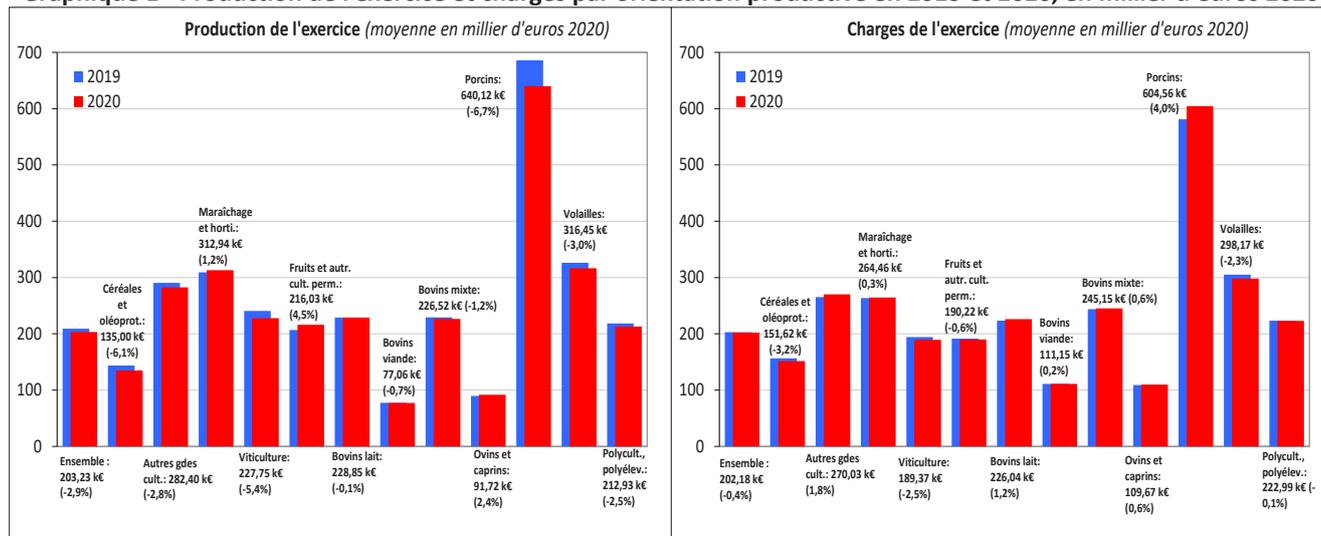


1. Des résultats économiques 2020 en baisse pour le secteur agricole

La production de l'exercice, complétée par les subventions d'exploitations, constitue la quasi-totalité des produits courants d'une exploitation agricole. Cette production (nette des achats d'animaux) est composée, pour l'essentiel, des produits provenant des cultures (produits végétaux, produits horticoles, produits végétaux transformés) et de l'élevage (animaux et produits animaux). Sa variation explique en grande partie celle des résultats de l'exploitation.

En 2020, la production de l'exercice des exploitations agricoles s'élève en moyenne à 203 230 €, soit une baisse de 2,9 % en termes réels par rapport à 2019. Le recul concerne l'essentiel des orientations technico-économiques des exploitations (Otex), seules progressent les filières maraîchères (2,3 %), fruitières (4,5 %) et ovines-caprines (2,4 %). La principale baisse concerne les élevages porcins (- 6,7 %) (Graphique 1).

Graphique 1 - Production de l'exercice et charges par orientation productive en 2019 et 2020, en millier d'euros 2020



*Évolutions calculées en euros constants de 2020 sur des échantillons d'exploitations 19-20 constants (Méthodologie)

Source : SSP RICA 2019 et 2020 – champ : France métropolitaine.

Au niveau des charges, on relève des baisses notables des postes suivants : produits phytosanitaires (- 7,2 %) et carburants (- 14,5 %). Les engrais et amendements sont en baisse plus légère (- 1,4 %) et les charges de l'alimentation du bétail demeurent en moyenne quasi-stables (+ 0,5 %), toutes exploitations confondues. Naturellement, les exploitations ne sont pas soumises aux mêmes charges selon l'Otex. Les exploitations en céréales et oléoprotéagineux (COP) engagent 22 120 € en engrais et amendement alors que le principal poste de charge des élevages en bovins lait porte sur l'alimentation (44 600 €).

A l'inverse, les dépenses en semences et plants augmentent de 4,0 %, passant de 8 400 € à 8 800 €, celles de travaux réalisés par des tiers progressent de 5,8 % (16 200 € contre 15 300 € en 2019), les fournitures d'équipements et d'immobilisations sont en hausse de 6,8 % et les charges d'entretien des matériels et bâtiments de 5,2 %. Au final, les charges externes sont stables (+ 0,1 %). Ainsi, après une diminution de 3,0 % en 2019, la valeur ajoutée moyenne des exploitations diminue de 8,5 % en 2020 et atteint 68 320 €.

Sur l'ensemble des exploitations, les subventions d'exploitation atteignent une moyenne de 31 270 €, stable par rapport à 2019 alors que les dépenses de fermages qui s'élèvent à 14 300 €, diminuent légèrement (- 1,8 %) et celles liées aux impôts et taxes (2 100 €) baissent de 6,1 %. Les charges de personnel se stabilisent autour de 14 500 €. L'excédent brut d'exploitation (EBE), part de la valeur ajoutée produite revenant à l'entreprise après déduction des frais de personnel et correspondant à un revenu brut, s'établit en 2020 à 71 880 €, en baisse de 6,7 % par rapport à 2019.

Le résultat courant avant impôts (RCAI) se déduit de l'EBE après prise en compte des charges financières et des amortissements (qui ne sont pas décaissables). Il mesure la performance économique de l'exploitation et constitue l'assiette des prélèvements fiscaux et sociaux de l'exploitant. En 2020, le RCAI moyen est de 36 950 €, soit une moyenne en baisse de 10,9 % par rapport à l'année précédente (Tableau 1).

Tableau 1 – Principaux indicateurs et évolutions

Orientation	Excédent brut d'exploitation		EBE par ETP non salarié		Résultat courant avant impôts		RCAI par ETP non salarié	
	2020 (en €)	Evo. 20/19* (en %)	2020 (en €)	Evo. 20/19* (en %)	2020 (en €)	Evo. 20/19* (en %)	2020 (en €)	Evo. 20/19* (en %)
Céréales - oléoprotéagineux	50 540	-7,1	42 526	-6,5	23 546	-7,4	19 813	-6,9
Autres grandes cultures	94 417	-12,5	68 357	-12,5	51 745	-15,8	37 462	-15,8
Maraîchage - Horticulture	88 734	6,3	63 841	8,4	58 982	9,3	42 436	11,5
Viticulture	81 093	-6,3	63 428	-6,0	50 497	-10,0	39 497	-9,7
Fruits et autres cultures perm.	71 677	16,9	55 023	27,3	44 190	26,0	33 923	37,2
Bovins lait	89 088	-3,2	54 778	-2,4	42 370	-7,7	26 052	-6,8
Bovins viande	43 080	-3,9	33 974	-3,4	17 881	-7,9	14 102	-7,5
Bovins mixtes	89 086	0,7	49 823	0,5	40 711	-3,6	22 769	-3,2
Ovins et caprins	53 950	2,2	38 789	2,6	28 836	3,8	20 732	4,2
Porcins	121 687	-34,9	83 477	-33,1	59 112	-52,6	40 551	-51,3
Volailles	78 617	-5,0	62 390	-4,6	34 922	-7,0	27 713	-6,7
Polyculture, polyélevage	75 195	-7,8	49 650	-7,0	35 628	-13,0	23 524	-12,2
Ensemble	71 886	-6,7	52 120	-5,8	36 951	-10,9	26 791	-10,0

*Évolutions calculées en euros constants de 2020 sur des échantillons d'exploitations 19-20 constants (Méthodologie)

Source : SSP RICA 2019 et 2020 – champ : France métropolitaine.

Les charges sociales personnelles de l'exploitant, qui s'élèvent en 2020 à 11 250 € (+ 2,0 % par rapport à 2019), ne sont pas considérées comme des charges de l'exploitation pour le RICA. Elles ne sont donc pas déduites du RCAI. Les plus ou moins-values sur cession d'actifs (5 000 € en net en moyenne) ainsi que les subventions d'investissement (enregistrées à la hauteur de l'amortissement de l'investissement) (1 700 €) constituent, en comptabilité, des produits dits « exceptionnels » qui viennent s'ajouter au RCAI. De fait, près des 2/3 des exploitations agricoles ont un résultat exceptionnel positif. Il représente en moyenne 19 % du RCAI et atteint 35 % chez les céréaliers.

Une chute des récoltes en céréales et oléoprotéagineux (COP) et en autres grandes cultures

En 2020, à l'exception du seigle, les récoltes de céréales et de protéagineux ont très nettement diminué en France (- 24,7 % pour le blé tendre, - 12,6 % pour le blé dur, - 28,7 % pour l'orge d'hiver, - 16,1 % pour celui de printemps, - 14,4 % pour les pois protéagineux et - 31,3 % pour les fèves et féveroles). Les conditions climatiques particulièrement défavorables (hiver pluvieux, succession de tempêtes de la fin de l'hiver au début du printemps, fort déficit pluviométrique au printemps, sécheresses estivales marquées, inondations à l'automne et en décembre) ont largement impacté toutes ces productions : retards de semis, développement de maladies, altération de l'enracinement des cultures, stress hydrique à la levée... Au niveau des oléagineux, le colza a été tout autant pénalisé (- 9,4 % en volume), contrairement au tournesol (production en hausse de 27,3 %, essentiellement du fait de la forte progression des surfaces). Dans un concert mondial 2020 de bonnes récoltes, la France fait donc figure d'exception. Les prix des COP étant ainsi quasiment tous en hausse par rapport à ceux de 2019, les baisses de valeurs produites sont atténuées par rapport aux forts reculs des quantités récoltées. Au final, on observe un recul de 15,9 % de la valeur ajoutée des exploitations spécialisées en COP. En 2020, l'EBE par actif non salarié des exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux s'établit à une moyenne de 42 530 €, en recul de 6,5 % par rapport à 2019.

La valeur de la production de la pomme de terre diminue de 7,9 % entre 2019 et 2020, l'augmentation des volumes produits ne compensant pas la baisse des prix (crise sanitaire limitant la demande de l'industrie de transformation et la restauration hors domicile). La production de betteraves sucrières recule fortement (- 25,3 % en quantité, et - 16,6 % en valeur). Les rendements 2020, particulièrement faibles, accusent une baisse de près de 24,0 % par rapport à 2019, essentiellement à cause des sécheresses printanières et estivales et du développement de la « jaunisse ». En outre, les surfaces reculent (- 1,7 %), dans un contexte de crise sectorielle (fermeture de quatre sucreries en France en 2020) et de forte concurrence mondiale. Sur l'ensemble des grandes cultures autres que les COP, on relève une baisse de 2,8 % de la production de l'exercice, de 12,9 % de la valeur ajoutée et de 12,5 % de l'EBE. Ainsi, ce dernier indicateur, rapporté à l'actif non salarié, recule pour atteindre en 2020 une moyenne de 68 360 €.

Une deuxième année consécutive de baisse des résultats viticoles

Comme en 2019, le contexte météorologique 2020 a été nettement défavorable à la production viticole française. De plus, la conjoncture a pesé sur les prix : droits de douanes américains, repli général des marchés extérieurs en lien avec la crise sanitaire, concurrence des vins étrangers en Chine, niveau de consommation nationale entamée par un fort ralentissement du secteur de la restauration hors domicile et de moindres occasions festives. Ainsi, on enregistre en 2020 une baisse des ventes en vrac pour les vins d'appellation de 2,6 % et de 5,9 % pour celles en bouteilles par rapport à 2019. La valeur de la production de l'exercice pour l'ensemble des exploitations viticoles diminue de 5,4 % en 2020, entraînant une chute de 6,3 % de l'EBE moyen. L'EBE par actif non salarié des exploitations viticoles s'établit en 2020 à 63 430 €.

Une année 2020 favorable aux productions fruitières

La valeur de la production de fruits augmente grâce à une hausse quasi générale des prix, qui a fait plus que compenser la baisse des volumes produits. En effet, encore une fois, les conditions climatiques ont assez largement pénalisé les quantités récoltées : - 11,3 % pour les pommes de table, - 10,5 % pour les pêches et brugnons, - 20,9 % pour les prunes et - 24,5 % pour les abricots. Seules les poires font exception : + 9,0 % de volumes produits entre 2019 et 2020. Du fait de la crise sanitaire, différents facteurs ont agi sur la dynamique des prix : offre en baisse en raison des difficultés d'importation notamment d'Espagne ou de Pologne de certains produits faisant grimper les prix, surcoût lié à la relative pénurie de main d'œuvre venant de l'étranger et, côté demande, la mise en avant des produits français et l'accroissement de la consommation à domicile. Les prix 2020 ont donc globalement nettement augmenté : 18,4 % pour les pommes, 70,9 % pour les prunes, 55,4 % pour les abricots, 16,5 % pour les cerises et 12,9 % pour les poires. Ainsi, en 2020, la valeur de la production moyenne des exploitations fruitières augmente de 4,5 %, permettant une hausse de 9,0 % de la valeur ajoutée et une croissance de 27,3 % de l'EBE par ETP non salarié qui s'établit donc à 55 020 €.

Un léger recul des résultats 2020 pour l'ensemble des éleveurs de bovins lait

Malgré des stocks fourragers déjà restreints par les sécheresses des campagnes précédentes et de nouveaux déficits hydriques en 2020, la valeur de la production de lait est en hausse (+ 0,9 % par rapport à 2019), la hausse des volumes (+ 1,9 %) rattrapant le fléchissement des cours (- 1,0 %). Néanmoins, différentes hausses de charges sur quelques postes importants (+ 12,1 % de charges de personnel, + 10,7 % en entretien et réparation, + 6,7 % en fournitures, + 12,0% de charges sociales exploitant, + 8,1 % en semences et plants ...) diminuent les résultats économiques des élevages laitiers : - 1,9 % pour la valeur ajoutée et - 2,4% pour l'EBE par ETP non salarié. On notera que les exploitations de montagne ont mieux résisté grâce à une meilleure valorisation (*Tableau 2*).

Tableau 2 - Indicateurs de synthèse des élevages en bovins lait selon la localisation du siège d'exploitation

	Production de l'exercice		EBE par ETP non salarié		RCAI par ETP non salarié	
	2020 (en €)	Evo.* (en %) 20/19	2020 (en €)	Evo.* (en %) 20/19	2020 (en €)	Evo.* (en %) 20/19
Hors zone défavorisée	258 130	-1,4	55 507	-4,6	26 171	-10,0
Zones de montagne	161 264	4,1	49 021	2,6	23 772	2,9
Zones soumises à contraintes (ZSCN et ZSCS)	238 911	0,1	60 102	-1,5	28 614	-8,0
Ensemble Bovins Lait France métropolitaine	228 847	-0,1	54 778	-2,4	26 052	-6,8

*Evolutions calculées en euros constants de 2020 sur des échantillons d'exploitations 19-20 constants (Méthodologie)

Source : SSP RICA 2019 et 2020 – champ : France métropolitaine

Une situation économique qui continue de se dégrader pour les éleveurs de bovins viande

Les évolutions de la production sont très variables selon les filières : - 10,0 % pour les génisses, - 8,0 % pour la filière vitelline, - 4,8 % pour les broutards et + 7,2 % pour les vaches allaitantes. Les mesures de restriction liées à la crise sanitaire ont réorienté la demande avec un rebond de la consommation des ménages à domicile sauf pour la viande de veau sévèrement affectée par la fermeture de la restauration hors domicile. En 2020, la production totale de bovins (hors animaux reproducteurs) recule pour la deuxième année consécutive, après une période de croissance continue de 2014 à 2018. En effet, les niveaux élevés d'abattages bovins observés ces dernières années ne se sont pas confirmés sur les deux dernières campagnes. Ainsi, pour les élevages spécialisés en bovins viande, la valeur ajoutée a reculé de 15,2 % par rapport à 2019 et l'EBE par ETP non salarié se replie de 3,4 % pour s'établir à 33 970 €.

Après une année 2019 remarquable, la tendance s'inverse pour la filière porcine

La production de porcins baisse en valeur après une croissance très marquée en 2019. Les volumes augmentent (+ 2,0 %) tandis que les prix chutent (- 6,9 %), conséquence de la demande intérieure déprimée par la fermeture de la restauration hors-foyer que la consommation à domicile n'a pu compenser. Au niveau mondial, la demande chinoise demeure vigoureuse (déficit de production dû à la peste porcine ayant affecté son cheptel), mais la concurrence s'intensifie sur les marchés (importants écoulements de stocks des abattoirs allemands et forte offre américaine). Tout cela a donc largement pesé sur les prix. En conséquence, le contexte 2020 a fortement pesé sur une filière traditionnellement très sensible à la conjoncture mondiale : - 30,0 % pour la valeur ajoutée (contre + 95,6 % l'an passé) et - 34,9 % pour l'EBE (+ 112,7 % en 2019). L'EBE par actif non salarié s'établit à 83 470 € contre 124 800 € en 2019, année haute pour l'EBE porcine.

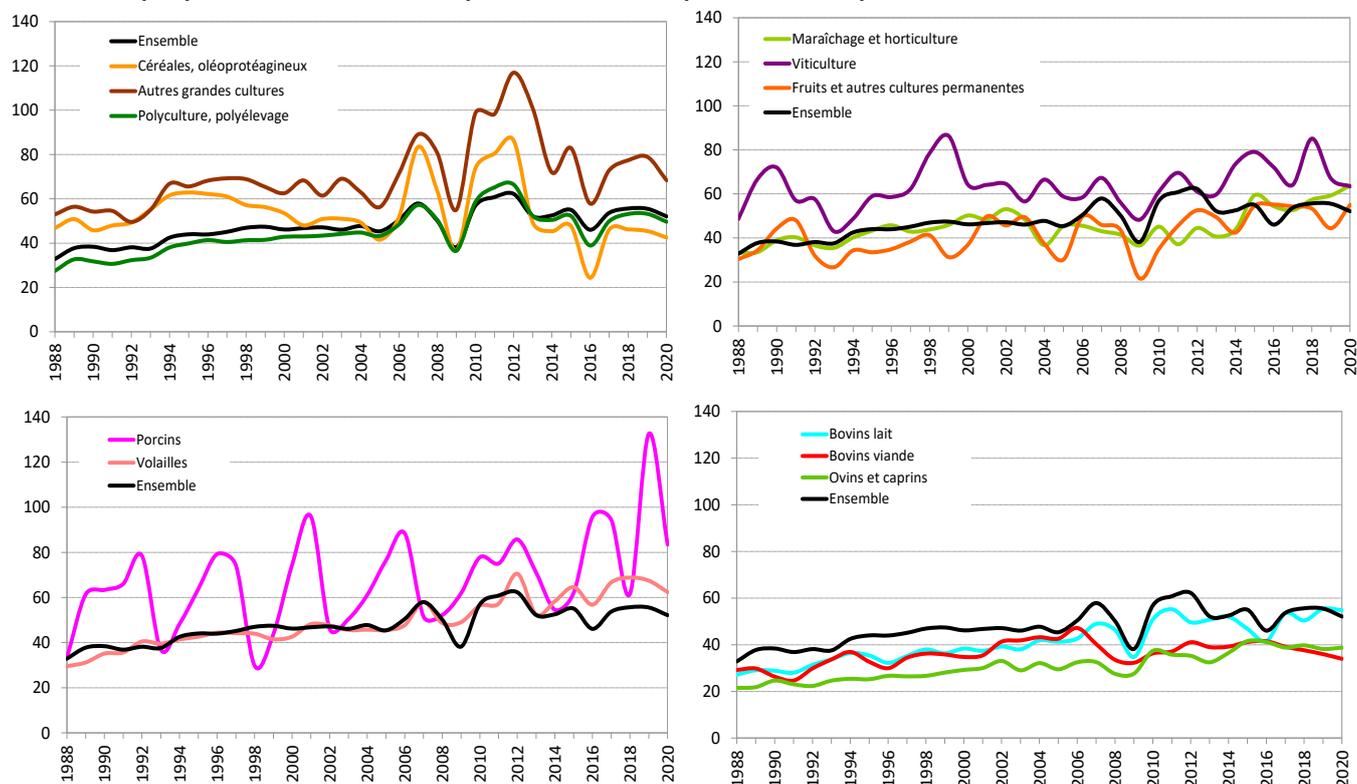
Une nouvelle baisse des résultats avicoles en 2020

Les replis cumulés des valeurs de production de poulets, de dindes, de canards et de pintades (respectivement de - 1,4 %, - 1,3 %, - 14,0 % et - 24,4 %) marquent une nouvelle année difficile pour l'ensemble des filières avicoles, très affectées par la crise sanitaire et les mesures visant à lutter contre la réapparition de l'influenza aviaire. Seules les oies grasses présentent une évolution 2019-2020 plus favorable (+ 1,8 %). Au final, toutes filières avicoles confondues, les exploitations du secteur ont enregistré une nette baisse de la production de l'exercice (- 3,0 %) et une chute de l'EBE (- 5,0 %). Ce dernier ramené à l'ETP non salarié s'établit en moyenne à 62 390 €, valeur en baisse de 4,6 % par rapport à 2019.

2. La dispersion et la variabilité des résultats en 2020

L'indicateur de résultat analysé plus en détail dans ce rapport est l'EBE qui est rapporté au nombre d'actifs non salariés en ETP. Avec un nombre d'actifs non salariés par exploitation de 1,38 en moyenne en 2020, l'EBE par ETP non salarié s'élève à 52 120 € toutes orientations de production confondues (- 5,8 % par rapport à 2019). Il se maintient, en euros constants, à un niveau supérieur au niveau moyen observé sur la période 1995-2005, période antérieure aux fortes fluctuations observées entre 2006 et 2016 (Graphique 2).

Graphique 2 - Evolution de l'EBE par ETP non salarié par orientation productive, en millier d'euros 2020 *

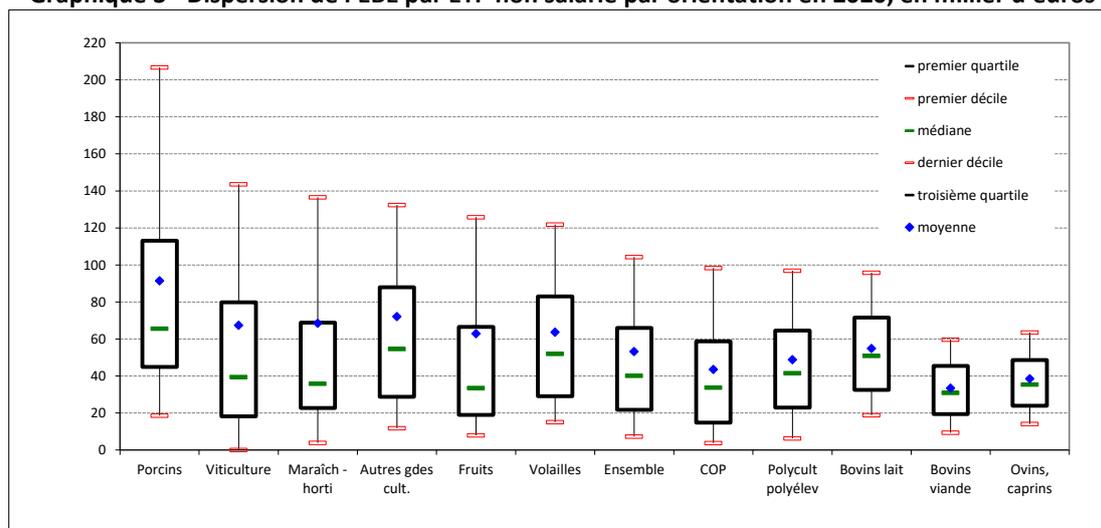


*Evolutions calculées en euros constants de 2020 sur des échantillons complets d'exploitations par année (Méthodologie)

Source : SSP RICA 1988 à 2020 – champ : France métropolitaine.

Depuis le milieu des années 2000, les évolutions de l'EBE par ETP non salarié connaissent de fortes variations pour les céréales, les oléoprotéagineux, les cultures industrielles et les exploitations en polyculture-polyélevage. Celles-ci sont en lien avec les fortes fluctuations des prix sur les marchés mondiaux ou des épisodes climatiques exceptionnels (comme en 2016). Les résultats des autres productions végétales (viticulture, arboriculture et, dans une moindre mesure, maraîchage) peuvent également varier fortement d'une année à l'autre en fonction de la situation conjoncturelle de la campagne en cours. En production animale, les cycles sont particulièrement marqués pour les élevages porcins, avec des cours mondiaux de la viande porcine très sensibles à la confrontation saisonnière cyclique de l'offre et de la demande mondiales sur un marché peu régulé. Le faible taux de marge caractérisant cette filière amplifie l'impact de la fluctuation des prix au niveau du résultat. Les résultats des filières bovines, ovines et caprines connaissent des fluctuations nettement moins marquées.

Graphique 3 - Dispersion de l'EBE par ETP non salarié par orientation en 2020, en millier d'euros



*Evolutions calculées en euros constants de 2020 sur des échantillons d'exploitations 19-20 constants (Méthodologie)
Source : SSP RICA 2019 et 2020 – champ : France métropolitaine.

Comme les années précédentes, les moyennes des résultats masquent d'importantes disparités de situations entre les exploitations. La moitié des exploitations ont un EBE par ETP non salarié supérieur à 40 080 € (*Graphique 3*) et un RCAI par ETP non salarié supérieur à 19 730 € (*Annexes, Graphique E*). Pour un quart des exploitations, l'EBE par ETP non salarié est inférieur à 21 740 € tandis qu'il est supérieur à 65 980 € pour un autre quart, soit un rapport de 1 à 3. Pour 10 % des exploitations, l'EBE par ETP non salarié est inférieur à 7 330 € tandis qu'il est supérieur à 104 230 € pour un autre dixième, soit un rapport de 1 à 14.

Toutes orientations confondues, 5,2 % des exploitations ont un EBE négatif. Cette proportion est deux fois plus élevée (10 %) dans les exploitations viticoles et particulièrement faible parmi les élevages bovins (2,1 %). Il est à noter que 28,8 % de ces exploitations qui s'avèrent être en insuffisance d'exploitation (EBE négatif) en 2020 l'étaient déjà en 2019, soit 1,5 % de l'ensemble des exploitations.

Dans la continuité des années précédentes, on observe que les dispersions de résultats les plus faibles, au sein d'une même orientation productive, sont relevées parmi les élevages d'herbivores, qui présentent une moindre diversité dans la valorisation des produits. Ainsi, en orientations bovins viande et ovins-caprins, l'intervalle interquartile de l'EBE par ETP non salarié n'est respectivement que de 25 960 € et 24 720 €, et un rapport interquartile de 1 à 2. L'intervalle interquartile est bien plus élevé en valeur absolue pour les élevages porcins (68 230 €) et les structures viticoles (61 660 €). Les écarts relatifs entre les valeurs du 3e et 1er quartile y sont également plus importants (rapports interquartiles de respectivement de 2,5 et 4,4).

La distribution des évolutions 2019-2020 de résultats par structure montre également une certaine hétérogénéité. Ainsi, en productions fruitières, la hausse des résultats est plus marquée que dans les autres Otex : 62 % des structures ont observé une augmentation de leur EBE et, pour 47 % d'entre elles, il s'agit même d'une croissance de plus de 30 % de leurs résultats (*Annexes, Tableau C*).

A l'inverse, 2020 est une année de fort repli pour de nombreux élevages porcins : 78 % d'entre eux ont connu une baisse d'EBE, 58 % ont même vu leur EBE se réduire de plus de 30 % (*Annexes, Tableau D*).

En orientation « céréales et oléoprotéagineux », 61 % des exploitations voient leur EBE diminuer par rapport à l'année précédente, 32 % connaissant même une chute de plus de 30 % de leur résultat.

Les éleveurs de bovins, de volailles et d'ovins-caprins connaissent des évolutions moins contrastées de leurs résultats d'une année sur l'autre, la proportion de ceux dont les résultats fluctuent de plus ou moins 30 % entre les deux années dépassant rarement les 25 %.

Les différences de taille entre exploitations expliquent en partie les disparités observées, l'EBE par actif non salarié étant en moyenne plus élevé dans les plus grandes exploitations. Un peu plus d'un tiers des exploitations agricoles affichent une production brute standard (PBS) inférieure à 100 000 €, alors qu'un quart présente une PBS supérieure à 250 000 €. Pour les plus grandes exploitations, l'EBE par ETP non salarié s'établit en 2020 à 81 730 €, soit 1,7 fois celui des exploitations de taille intermédiaire (38,6 % des exploitations agricoles françaises) et dans un rapport de 1 à 3 avec les structures dites « petites » (Tableau 3).

Tableau 3 – Dispersion de l'EBE par ETP non salarié en fonction de la taille économique des exploitations

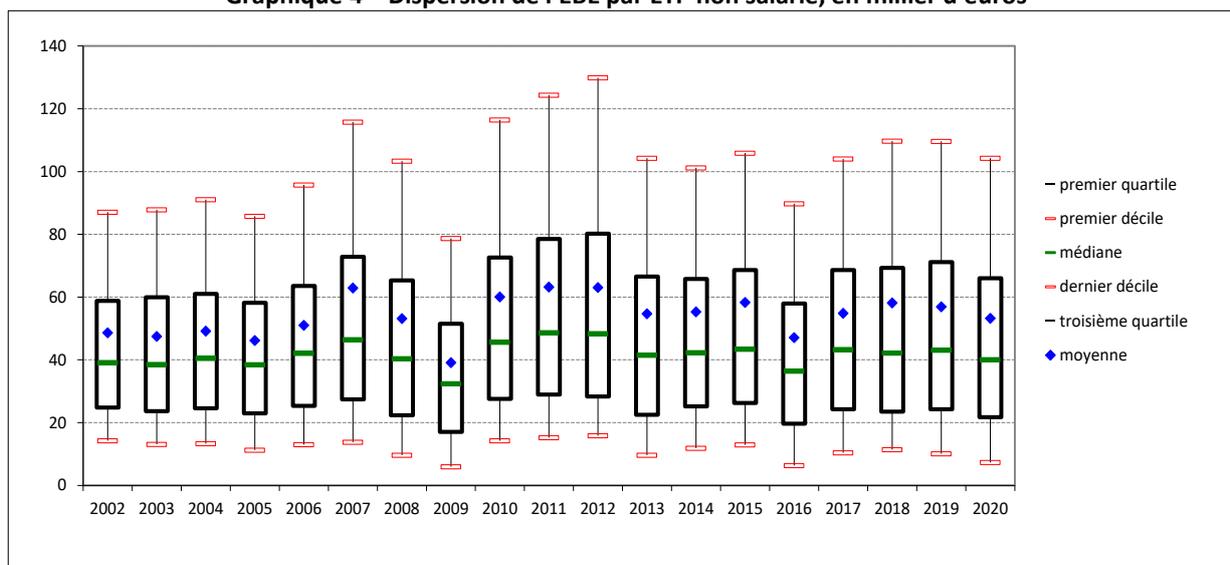
	Taille économique des exploitations en PBS ¹							
	Petites (Inf. à 100 000 €)		Moyennes		Grandes (Sup. à 250 000 €)		Ensemble	
	% exploitations	EBE / ETP non salarié	% exploitations	EBE / ETP non salarié	% exploitations	EBE / ETP non salarié	Nombre exploitations	EBE / ETP non salarié
Céréales et oléoprotéagineux	42,9	20 427	43,5	46 204	13,5	80 692	58 373	42 526
Grandes cultures	19,4	33 574	41,1	53 877	39,5	92 760	20 018	68 357
Maraîchage et horticulture	47,7	30 815	26,7	50 018	25,6	131 616	11 460	63 841
Viticulture	29,3	27 283	36,7	46 985	33,9	103 065	44 803	63 428
Fruits et autres cultures permanentes	49,0	28 273	30,2	54 196	20,8	103 062	6 134	55 023
Bovins lait	17,4	30 391	55,8	51 384	26,8	68 203	40 235	54 778
Bovins viande	71,7	27 550	25,9	44 805	2,4	49 171	35 557	33 974
Ovins, caprins et autres herbivores	71,1	32 748	25,4	46 894	3,5	61 676	10 871	38 789
Porcins, volaille et autres granivores	8,6	38 953	25,7	39 502	65,7	77 233	19 548	66 475
Polyculture, polyélevage	29,5	23 990	38,3	42 699	32,1	69 597	34 055	49 650
Ensemble	36,0	26 887	38,6	47 149	25,4	81 732	289 769	52 120

1. Production brute standard (PBS)

Source : SSP-RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

La dispersion des résultats a tendance à augmenter en période de hausse des prix et, à l'inverse, à diminuer en phase de baisse des prix. La dispersion s'est ainsi beaucoup accrue entre 2005 et 2007 puis entre 2009 et 2012 (Graphique 4 et Annexes, Graphique F pour le RCAI par ETP non salarié). Depuis 2013, la dispersion est globalement assez stable.

Graphique 4 – Dispersion de l'EBE par ETP non salarié, en millier d'euros



Source : SSP-RICA 2002 à 2020 – champ : France métropolitaine.

3. L'évolution de la forme juridique des exploitations

Depuis 40 ans, l'effectif des exploitations individuelles ne cesse de diminuer et le nombre d'exploitations agricoles de forme sociétaire croit. Ces dernières facilitent en effet l'association entre exploitants et permettent la séparation entre patrimoine privé et professionnel.

En 2020 les formes sociétaires représentent 53,5 % des exploitations de France métropolitaine sur le champ du RICA. Elles reçoivent 65,9 % des subventions et réalisent 73,7 % de la production brute.

Tableau 4 – Production, SAU, emploi et subventions par statut juridique

Forme juridique	Nombre d'exploitations	Production brute	Subventions	SAU	ETP
Exploitations individuelles	46,5%	26,3%	34,1%	33,1%	30,3%
Sociétés	53,5%	73,7%	65,9%	66,9%	69,7%
dont GAEC	16,6%	26,6%	31,5%	27,4%	24,2%
dont EARL	29,3%	35,0%	28,0%	31,7%	33,5%
dont Autres sociétés	7,7%	12,1%	6,4%	7,7%	12,1%

Source : SSP RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

Le revenu brut généré par les exploitations en société est, quelle que soit l'orientation productive, supérieur à celui des exploitations individuelles (Tableau 5). Les écarts les plus élevés sont observés en maraîchage et horticulture : en moyenne, il est de 84,5 %.

Tableau 5 – Dispersion de l'EBE par ETP non salarié en fonction de la structure juridique des exploitations

	Formes juridiques des exploitations					
	Exploitations individuelles		Sociétés		Ensemble	
	% exploitations	EBE / ETP non salarié	% exploitations	EBE / ETP non salarié	Nombre exploitations	EBE / ETP non salarié
Céréales et oléoprotéagineux	52,8	36 031	47,2	47 633	58 373	42 526
Grandes cultures	39,3	60 602	60,7	71 511	20 018	68 357
Maraîchage et horticulture	47,9	41 904	52,1	77 306	11 460	63 841
Viticulture	47,5	51 420	52,5	71 081	44 803	63 428
Fruits et autres cultures permanentes	44,1	38 021	55,9	64 524	6 134	55 023
Bovins lait	32,7	46 360	67,3	57 026	40 235	54 778
Bovins viande	64,3	30 098	35,7	38 173	35 557	33 974
Ovins, caprins et autres herbivores	61,9	34 831	38,1	42 136	10 871	38 789
Porcins, volaille et autres granivores	34,9	55 151	65,1	70 283	19 548	66 475
Polyculture, polyélevage	40,8	37 619	59,2	54 600	34 055	49 650
Ensemble	46,5	41 394	53,5	57 856	289 769	52 120

Source : SSP RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

La séparation entre patrimoine privé et professionnel permise par les sociétés se traduit notamment par la sortie du bilan de l'exploitation, du foncier et de sa contrepartie financière (fonds propres et dettes). La société est ainsi amenée à verser un loyer de fermage à ses non-salariés (revenus fonciers) qui financent ces terres concernées sur leurs fonds privés. Au-delà de l'orientation productive, le revenu brut est également lié au niveau des engagements financiers des détenteurs de l'exploitation. Les 25 % des exploitations qui engagent moins de 100 000 € de fonds propres génèrent 2,8 fois moins de revenu par non-salarié que les 25 % d'exploitations qui en engagent plus de 350 000 €. La répartition des exploitations agricoles par classes de capitaux propres fait apparaître une proportion croissante de formes sociétaires au fur et à mesure que les capitaux propres sont importants, à plus forte raison avec la sortie du patrimoine foncier, précédemment évoquée (Tableau 6). En effet, les terrains ne constituent que 2,7 % de l'actif des exploitations en formes sociétaires contre 22,6 % de celui des structures individuelles.

Tableau 6 – EBE par classe de capitaux propres et par statut juridique

Forme juridique	Classes de capitaux propres											
	moins de 35 k€		35 - 100 k€		100 - 200 k€		200 - 350 k€		350 - 550 k€		> 550 k€	
	Nombre d'exploitations	EBE / ETP non salarié	Nombre d'exploitations	EBE / ETP non salarié	Nombre d'exploitations	EBE / ETP non salarié	Nombre d'exploitations	EBE / ETP non salarié	Nombre d'exploitations	EBE / ETP non salarié	Nombre d'exploitations	EBE / ETP non salarié
Exploitations individuelles	48,4%	26 592	54,9%	29 149	54,4%	33 327	48,0%	44 791	34,7%	58 669	25,6%	99 344
Sociétés	51,6%	26 994	45,1%	32 595	45,6%	41 530	52,0%	52 237	65,3%	64 700	74,4%	112 652
dont GAEC	7,6%	35 731	8,5%	35 816	10,6%	40 152	17,4%	46 487	31,6%	59 152	28,3%	86 139
dont EARL	36,8%	25 534	28,7%	33 365	29,4%	43 142	28,2%	59 028	26,8%	73 918	28,9%	123 468

Source : SSP RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

En proportion, on constate que les sociétés sont plus nombreuses à vendre au détail (25,5 %) que les exploitations individuelles (23,3 %) et que les GAEC sont deux fois plus nombreux à transformer leur production agricole que les structures individuelles (*Tableau 7*).

Tableau 7 – Exploitations transformant ou commercialisant au détail une partie de leur production par statut juridique

Forme juridique	Exploitations vendant au détail	Exploitant faisant de la transformation
Exploitations individuelles	23,34%	3,97%
Sociétés	25,53%	4,53%
dont GAEC	23,42%	7,79%
dont EARL	23,76%	3,45%
dont Autres sociétés	-	-

Source : SSP RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

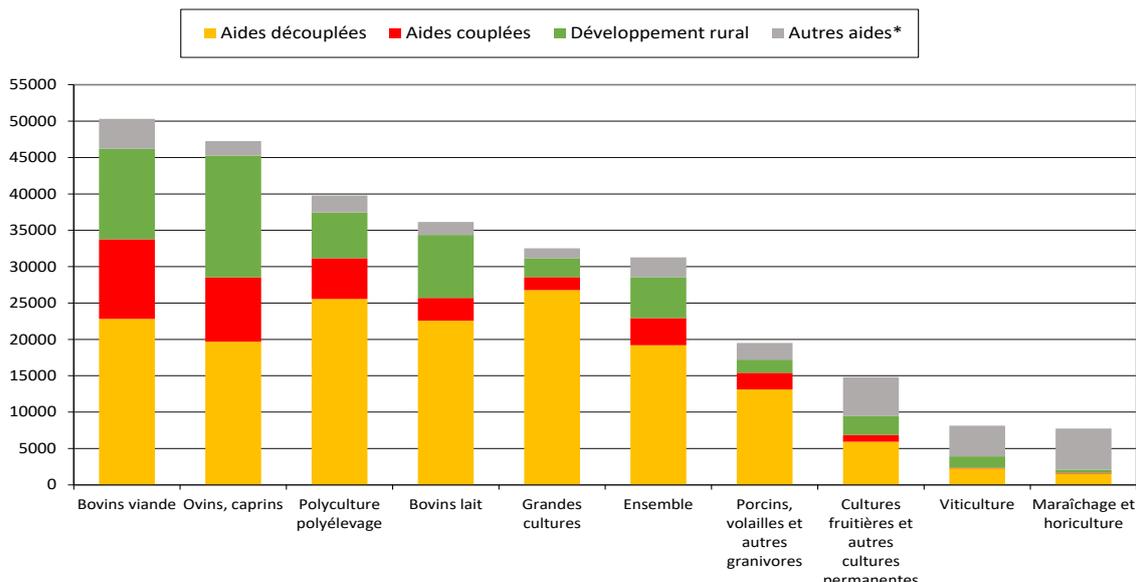
4. Les subventions des exploitations agricoles en 2020

Après 5 années de réduction des écarts entre les niveaux d'aides par hectare (convergence des droits à paiement de base de 2015 à 2019), l'année 2020 est une année de transition entre deux périodes de programmation de la PAC. Les montants versés en 2020 sont très proches de ceux versés en 2019, à l'exception des exploitations anciennement bénéficiaires de l'Indemnité de compensation du handicap naturel (ICHN) et qui ne le sont plus à la suite de la révision du zonage des zones défavorisées. Ces exploitations bénéficient en 2020 d'une aide égale à 40 % du montant d'ICHN perçu en 2018.

L'aide découplée se compose de quatre volets : le paiement de base (adossé à un droit à paiement de base, dit DPB), le paiement vert, le paiement redistributif et le paiement additionnel aux jeunes agriculteurs. Le paiement vert est conditionné au respect de pratiques bénéfiques pour l'environnement, relatives au maintien de prairies permanentes, à la diversification des cultures et au maintien des surfaces d'intérêt écologique (SIE). Paiement de base et paiement vert convergent progressivement et dans les mêmes proportions vers la valeur moyenne nationale afin de réduire les disparités entre agriculteurs. En majorant les 52 premiers hectares de chaque exploitation, le paiement redistributif permet, quant à lui, de soutenir les productions à forte valeur ajoutée ou génératrices d'emplois sur des exploitations de taille inférieure à la moyenne. Les aides couplées ont été complétées par quelques nouvelles aides au profit des élevages (lait, légumineuses fourragères) et de certaines productions ciblées (fruits et légumes pour la transformation).

Le total des aides du 1^{er} pilier (aides découplées et aides couplées) représente les trois quarts du total des subventions perçues par les exploitations (73,3 % en 2020), le reste étant constitué des aides en faveur du développement rural (dites « du 2nd pilier ») et les autres aides (aides de crise, calamités agricoles et autres aides publiques nationales). Les aides couplées animales et végétales représentent quant à elles environ 16,3 % du total des aides du 1^{er} pilier (*Graphique 5*). Les aides du second pilier comprennent notamment l'ICHN et les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC). Ces dernières ont pour finalité de soutenir les exploitants qui s'engagent dans des pratiques qui combinent performances économiques et environnementales.

Graphique 5 - Nature des subventions d'exploitation moyennes accordées au titre de la campagne 2020



Champ : Ensemble des exploitations (bénéficiaires ou non d'une aide)

* La catégorie "Autres aides" comporte notamment certaines aides de crise, les indemnités au titre des calamités agricoles, l'aide à l'assurance récolte et les autres aides publiques nationales.

Source : SSP RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

En 2020, les exploitations bénéficiaires reçoivent en moyenne 33 620 € d'aides, ce qui représente 14 % de leurs produits courants. Ces subventions d'exploitation sont enregistrées ici au titre de la campagne en cours (Tableau 8, Méthodologie). Les exploitations spécialisées en grandes cultures, respectivement COP et autres cultures industrielles, perçoivent en 2020 des moyennes de subventions atteignant 33 150 € et 31 420 €. La quasi-totalité des éleveurs d'herbivores bénéficient également de subventions en 2020 : 50 300 € en moyenne pour les éleveurs de bovins viande, 45 240 € pour les éleveurs d'ovins-caprins et 36 150 € pour ceux de bovins lait.

Les maraîchers-horticulteurs et les viticulteurs sont bien moins nombreux à bénéficier de subventions : 60,4 % des structures maraîchères et horticoles et 77,4 % des exploitations spécialisées en viticulture en perçoivent. Ils sont les moins subventionnés, avec respectivement 12 810 € en moyenne pour les premiers et 10 520 € pour les seconds. La contribution des aides au total de leurs produits courants n'est donc respectivement que de 3,4 % et 4,2 %.

Tableau 8 - Principales caractéristiques des subventions versées aux exploitations agricoles bénéficiaires, par orientation productive, en euros 2020

Orientation technique	Bénéficiaires de subventions	Par bénéficiaire d'au moins une subvention			Par bénéficiaire de l'aide		
		Montants 2020 (en €)	Evol. (%) 20/19	% Produits courants	Paiements uniques (en €)	Aides couplées (en €)	Développement rural (en €)
Bovins viande	100,0%	50 302	-0,4%	39,0%	22 860	11 088	13 917
Ovins et caprins	100,0%	45 237	0,9%	32,7%	19 109	8 718	17 187
Polyculture, polyélevage, autres	97,4%	40 857	-3,1%	15,5%	26 996	7 016	10 006
Bovins lait	100,0%	36 152	-2,1%	13,5%	22 586	3 155	13 836
Ensemble	93,0%	33 618	-3,0%	14,0%	22 888	6 250	10 288
Céréales et oléoprotéagineux	99,6%	33 154	0,0%	18,9%	27 285	3 471	5 523
Autres grandes cultures	98,9%	31 421	1,2%	9,8%	26 162	3 669	4 689
Porcins	90,1%	21 156	5,2%	3,1%	17 170	2 933	7 600
Volailles	71,7%	17 393	-11,9%	4,7%	12 058	3 805	3 960
Fruits et autres cultures permanentes	85,6%	17 309	-11,9%	7,0%	8 126	5 954	6 982
Maraîchage - Horticulture	60,4%	12 808	-0,4%	3,4%	5 581	2 336	3 531
Viticulture	77,4%	10 522	28,6%	4,2%	6 693	1 494	4 506

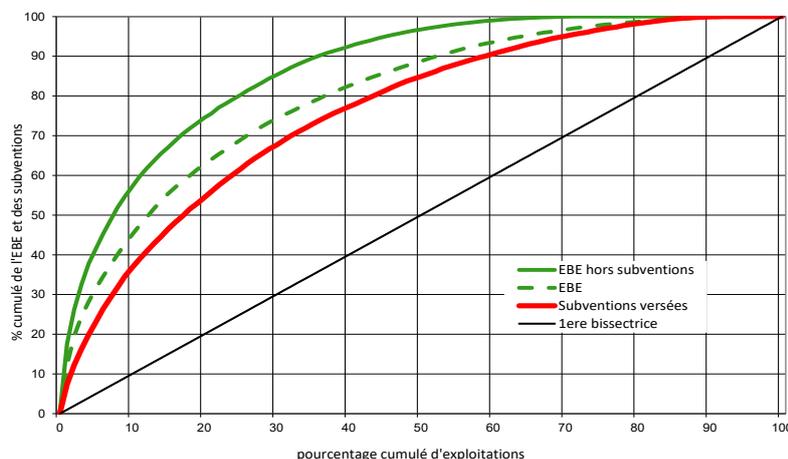
Les subventions d'exploitation sont enregistrées ici au titre de la campagne en cours (Méthodologie)

Source : SSP RICA 2019 et 2020 – champ : France métropolitaine.

On relève cependant qu'en 2020 la filière viticole a bénéficié d'un dispositif spécifique pour faire face aux perturbations des marchés consécutifs à la crise sanitaire mondiale. Cette mesure, financée pour partie par l'OCM viticole et pour partie sur budgets nationaux, explique l'inhabituelle hausse de 28,6 % des aides perçues par les viticulteurs. Des fins d'engagement en MAEC et en agriculture biologique expliquent les reculs plus marqués respectivement pour les Otex fruits et volailles.

Les subventions d'exploitation limitent les disparités de résultats entre les différentes productions. Elles sont réparties de façon plus équilibrée entre exploitations agricoles que l'EBE par ETP non salarié hors subventions. Elles ont ainsi pour effet de réduire globalement les disparités de résultat, la courbe de Lorenz concernée se rapprochant alors de la première bissectrice (Graphique 6). La réduction de la dispersion, consécutive à l'attribution des subventions, s'explique essentiellement par le poids relatif plus important des aides dans les orientations productives à plus faible revenu en moyenne.

Graphique 6 - Mesure de concentration des EBE par ETP non salarié, avant et après subventions en 2020



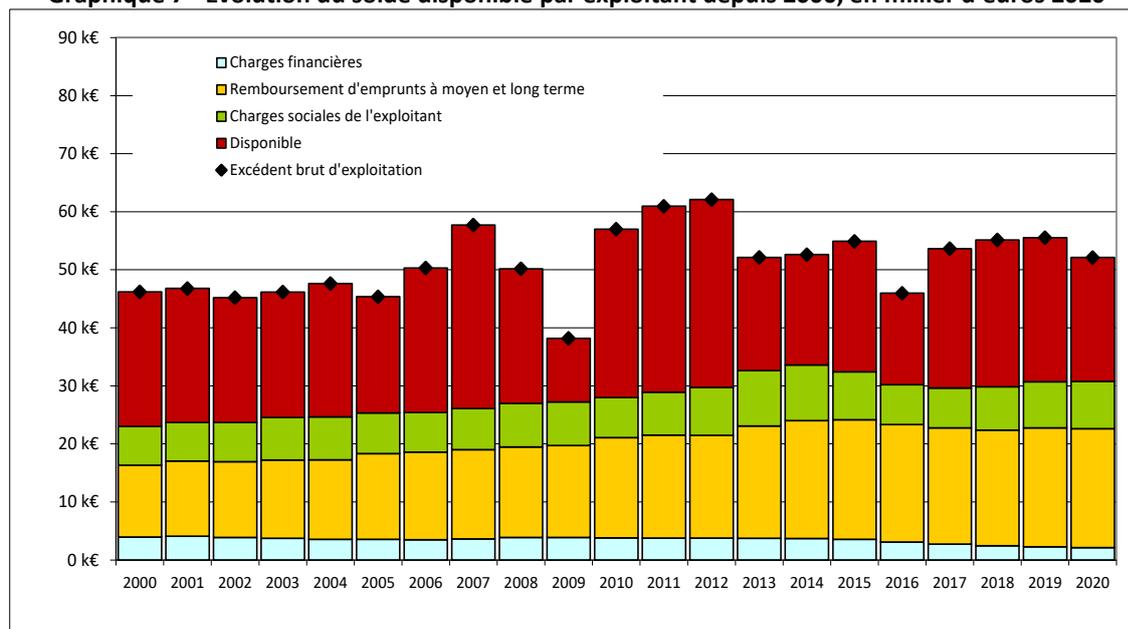
Note de lecture : la courbe de Lorenz permet d'observer la concentration d'une population selon une caractéristique continue, comme ici l'EBE. Plus la courbe d'une variable est proche de la première bissectrice, plus la répartition de cette caractéristique est égalitaire. En 2020, 20 % des exploitations agricoles se partagent 54,4 % du total des subventions octroyées.

Source : SSP RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

5. La situation financière des exploitations agricoles

Après deux années d'amélioration des résultats économiques, la baisse des résultats 2020 conduit à une diminution des ressources disponibles.

Graphique 7 - Evolution du solde disponible par exploitant depuis 2000, en millier d'euros 2020



Le disponible correspond à l'EBE auquel on ôte les remboursements d'emprunts à moyen et long terme, les charges financières et les cotisations sociales exploitant. Il est rapporté ici au nombre d'ETP non salarié.

Les séries sont calculées sur échantillons complets d'exploitations par année et valorisées en euros 2020 (Méthodologie).

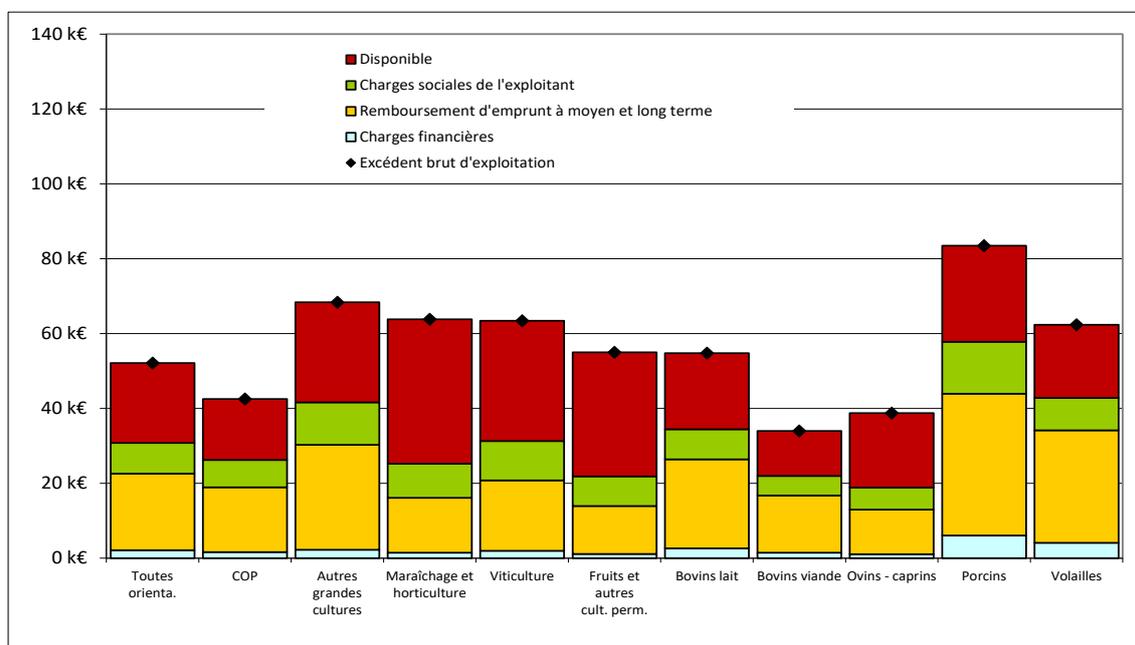
Source : SSP RICA 2000 à 2020 – champ : France métropolitaine.

Une fois les annuités d'emprunts (capital et intérêts dus) à moyen et long terme et les cotisations sociales de l'exploitant déduites de l'EBE (*Méthodologie*), le solde disponible par actif non salarié atteint en 2020 une moyenne de 21 350 €, valeur en baisse de 13,3 % par rapport à 2019 (*Graphique 7*). Ce disponible permet de rémunérer l'exploitant et de développer l'exploitation en investissant (autofinancement pouvant être complété par un éventuel recours à l'emprunt).

Après avoir tendanciuellement augmenté depuis le début des années 2000, les remboursements d'emprunts à moyen et long terme s'établissent à 20 480 € en 2020 par exploitant et tendent plutôt à se stabiliser depuis 2014. Avec 8 160 € en moyenne, les charges sociales de l'exploitant augmentent par rapport à 2019 (+ 3,0 %). Cela s'explique par la substitution des revenus 2016 par les revenus plus élevés de 2019 dans le calcul des charges 2020 (fondé sur la moyenne des revenus des trois années précédentes).

Le disponible varie fortement selon les productions, en lien avec la situation conjoncturelle et les caractéristiques structurelles propres à chaque orientation productive. 2020 est une année très favorable pour les maraîchers et les producteurs de fruits qui dégagent respectivement des disponibles moyens de 51 230 € et de 33 140 €. La plus forte progression entre 2019 et 2020 concerne même ces derniers avec une augmentation de 55,5 %.

Graphique 8 – Solde disponible par exploitant en 2020, par orientation productive



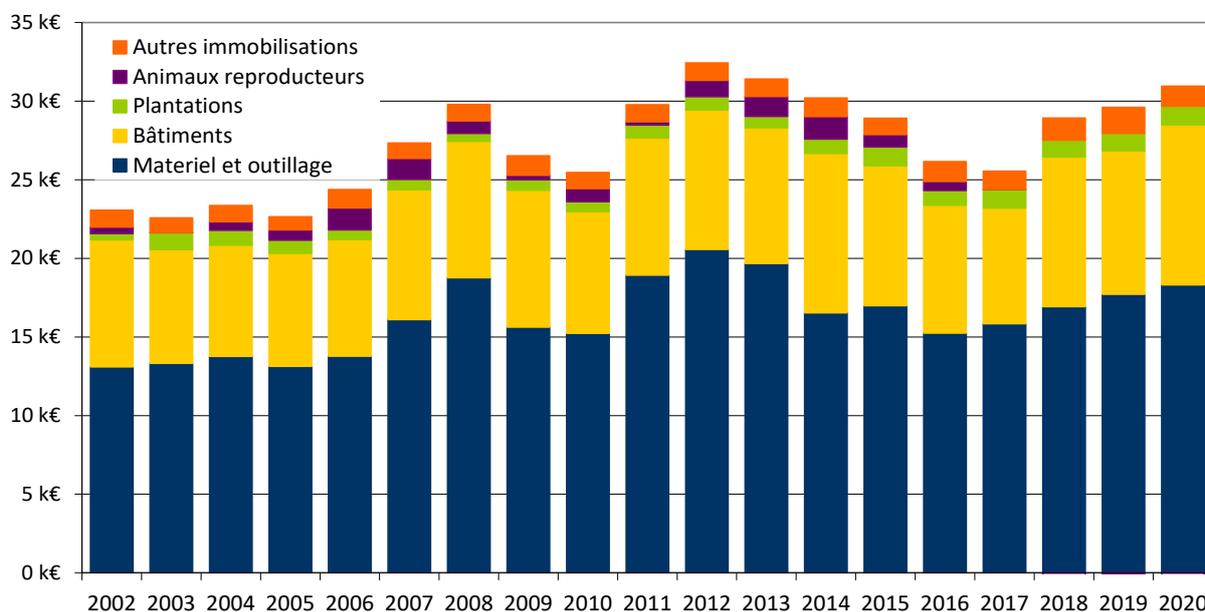
Source : SSP RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

Avec la chute de leurs résultats, les éleveurs porcins voient par contre leur disponible s'effondrer de 63,4 % pour s'établir à 25 670 € en 2020 contre 70 140 € l'année précédente (*Graphique 8*).

Toutes orientations confondues, les prélèvements privés, nets des cotisations sociales de l'exploitant, s'établissent à 28 560 € en moyenne par exploitant. Ils progressent de 5,1 % par rapport à 2019. Les élevages ovins-caprins augmentent leurs prélèvements privés de 36,7 % et les structures horticoles de 18,6 %, tandis que les exploitations de grandes cultures les réduisent de 11,9 %.

Depuis 2018, les investissements agricoles repartent à la hausse brisant ainsi une dynamique décroissante amorcée en 2012. Avec une moyenne de 30 590 €, le total des investissements de 2020 permet ainsi de retrouver un niveau proche de celui observé en 2014 (*Graphique 9*). En 2020, les acquisitions corporelles (hors foncier) s'élèvent à 38 880 € (+ 3,4 % par rapport à 2019) tandis que les cessions de biens immobilisés s'établissent à 7 923 € (- 1,0 %).

Graphique 9 - Evolution des postes d'investissement depuis 2002, en euros 2020



Source : SSP RICA 2000 à 2020 – champ : France métropolitaine.

La hausse des investissements par rapport à 2019 (équivalente à celle de l'an passé) s'explique essentiellement par l'augmentation des investissements en bâtiments (+ 11,6 %) et, dans une moindre mesure, en matériel et outillage (+ 3,4 %). Ces derniers demeurent le premier poste d'investissement de l'ensemble des exploitations agricoles (60 % en moyenne) devant ceux concernant les bâtiments¹ (33 %). En revanche, dans tous les types d'élevage, les exploitants diminuent légèrement leurs investissements en animaux reproducteurs (- 360 € en moyenne en 2020). Par ailleurs, les investissements 2020 en plantations augmentent de 7,0 % par rapport à 2019 dans les exploitations à orientation végétale.

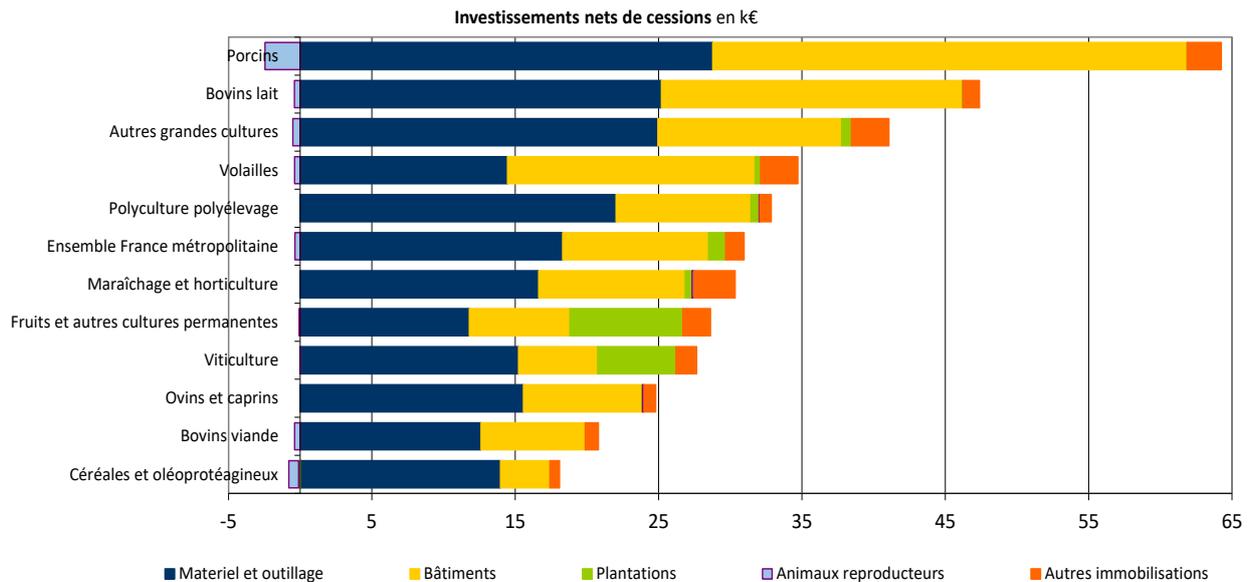
Les secteurs viticoles et céréaliers sont ceux qui ont le plus réduit leur niveau moyen d'investissement (respectivement - 7,1 % et - 6,8 % par rapport à 2019). A l'inverse, les élevages en bovins lait et de volailles ont connu entre 2019 et 2020 les plus fortes croissances d'investissement réalisés : + 21,3 % pour les premiers et + 16,9 % pour les seconds.

En valeur, ce sont, cette année encore, les élevages porcins qui affichent le plus haut niveau d'investissement (61 800 €), loin devant les élevages laitiers de bovins (46 980 €). A l'opposé, les exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux ont en 2020 (comme lors des années précédentes) le niveau d'investissement le plus faible de toutes les orientations productives (17 290 €) et la différence entre le niveau des amortissements déductibles (26 200 €, soit 51 %) et des investissements nets des cessions la plus élevée.

Au-delà du niveau d'investissement, la composition des investissements dépend également beaucoup de l'orientation technique des exploitations agricoles. Ainsi, les investissements de la filière porcine portent en 2020 davantage sur les bâtiments (54 % du total des investissements hors foncier) que sur le matériel et l'outillage (47 % de l'ensemble). Les investissements des exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux s'orientent essentiellement sur le matériel et outillage (81 % du total des investissements). En viticulture et en production de fruits et autres cultures permanentes, les investissements en plantations sont logiquement plus importants : ils représentent respectivement 20 % et 28 % de leurs investissements en 2020 (*Graphique 10*).

¹ Poste d'investissement concernant en fait toutes les constructions, ce qui inclut, au-delà des bâtiments, les installations spécialisées qui leur sont liées fonctionnellement (stabulations libres, salles de traite, silos, installations frigorifiques, tunnels, ...).

Graphique 10 - Niveaux d'investissement en euros par poste en 2020, selon l'orientation productive

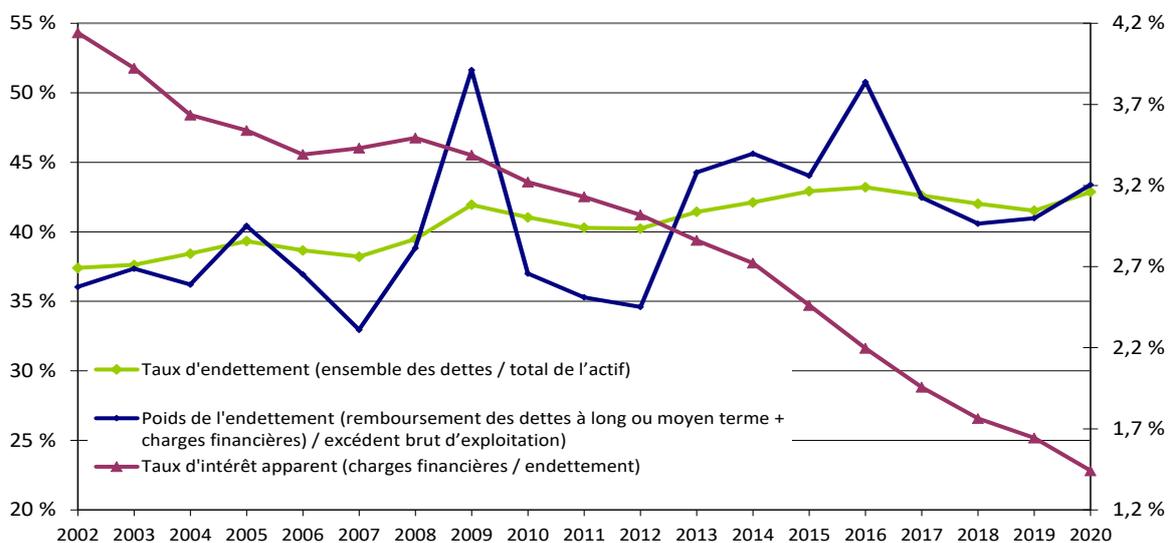


Source : SSP RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

En 2020, on constate une hausse du taux d'endettement moyen des exploitations agricoles françaises qui vient mettre fin à la dynamique décroissante relevée depuis 2016. L'endettement total des exploitations s'élève en moyenne à 204 270 €, soit une augmentation de 5,4 % par rapport à 2019, reprenant la croissance tendancielle du début des années 2000. Le taux d'endettement (rapport des dettes sur le total de l'actif) s'établit donc à 42,9 % (Graphique 11).

Avec la baisse globale des résultats en 2020, le poids de l'endettement dans l'EBE (charge de la dette, soit la somme du remboursement des emprunts à long ou moyen terme et des charges financières, rapportée à l'excédent brut d'exploitation) augmente toutes orientations productives confondues : + 2,4 points par rapport à 2019. En parallèle, la baisse des taux d'intérêt apparents, liée aux mesures de bonifications d'intérêts et à l'évolution des taux proposés par les banques ces dernières années, se poursuit et permet de contenir les charges financières à 2 940 € en moyenne (- 7,6 % par rapport à 2019). Le niveau moyen de ce taux apparent s'établit en 2019 à 1,4 %. Il est en baisse constante depuis 2008 (- 2 points).

Graphique 11 – Ratios d'endettement et taux d'intérêt apparent des exploitations agricoles depuis 2002



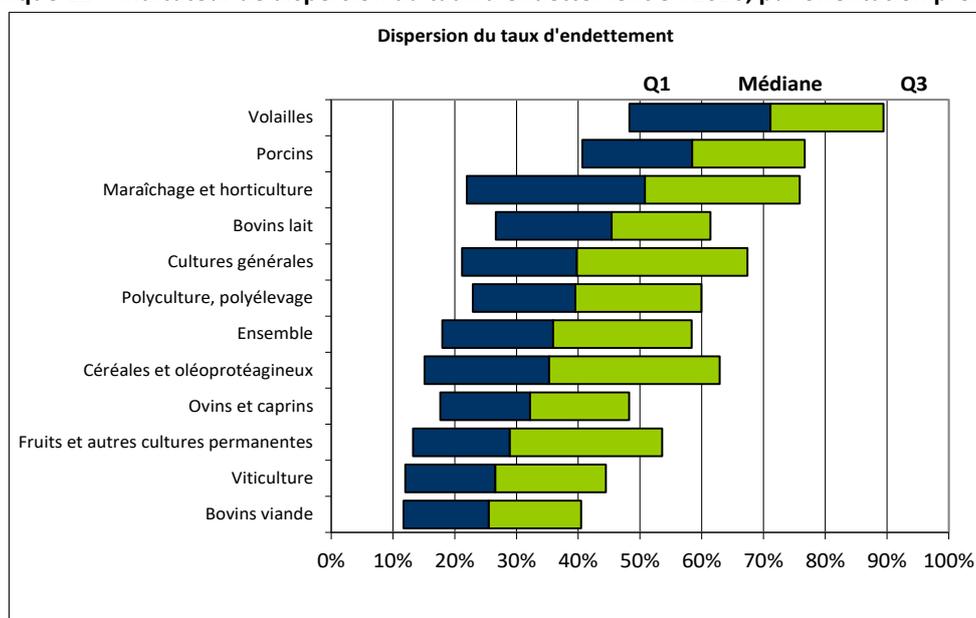
*Séries calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - en euros 2020 (Méthodologie)

Source : SSP RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

Toutes orientations confondues, le montant moyen de l'endettement augmente de 3,4 % par rapport à 2019 pour atteindre 204 270 €, avec une progression plus particulièrement marquée pour les exploitations spécialisées en maraîchage-horticulture (+ 7,7 %), les structures fruitières (+ 6,2 %) et les élevages de bovins mixtes (+ 6,0 %). Le montant moyen de dettes des élevages augmente aussi dans les élevages porcins (+ 5,8 %), qui conservent le niveau le plus élevé de toutes les orientations productives (466 900 €) avec un taux d'endettement s'établissant à 62 %. Les élevages de volailles et de bovins lait affichent également des montants moyens de dettes élevés (respectivement de 289 010 € et de 265 000 €). En 2020, les premiers affichent même le taux d'endettement le plus élevé (76 %). On note également l'augmentation du total des dettes des exploitations viticoles (+ 4,6 %) consécutive à une nouvelle année difficile pour le secteur (montant moyen de dettes atteignant 228 340 €). En 2020, les éleveurs d'ovins-caprins conservent le niveau moyen de dette le plus faible avec une moyenne de 113 950 € (+ 1,8 % par rapport à 2019).

La dispersion des taux d'endettement reste forte au sein de chaque orientation productive (*Graphique 12*). Un quart des exploitations céréalières a des dettes représentant plus de 63 % de leur actif en 2020 alors qu'un autre quart affiche des dettes ne dépassant pas 15 % de l'actif. Cette dispersion est encore plus marquée pour l'ensemble des exploitations maraîchères et horticoles : un quart de ces structures ont des dettes à hauteur de 76 % de leurs actifs alors que, pour un autre quart, ce ratio ne dépasse pas 22 %. Dans les élevages de bovins viande, les taux d'endettement demeurent a contrario faiblement dispersés (écart interquartile de 29 points seulement).

Graphique 12 – Indicateur de dispersion du taux d'endettement en 2020, par orientation productive



Source : SSP RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

Le bilan décrit la situation patrimoniale de l'exploitation à la clôture de l'exercice. L'actif, à gauche, décline le patrimoine de l'exploitation et présente les moyens mis en œuvre pour exercer son activité. Il comprend les actifs immobilisés, qui sont les biens nécessaires au processus productif, tels que les terres, les bâtiments, les matériels ou les animaux reproducteurs. Il présente également les actifs circulants, essentiellement l'ensemble des biens et créances résultant du processus de production, y compris les stocks. Le passif, à droite, décrit les ressources mobilisées par l'exploitation pour financer l'actif, l'endettement constituant la contribution des partenaires extérieurs et les capitaux propres celle de l'exploitant.

La structure des bilans est conditionnée en grande partie par le processus de production. Elle varie donc sensiblement d'une orientation à l'autre. En 2020, la valeur totale de l'actif d'une exploitation agricole toutes orientations confondues s'établit à 476 450 € (*Graphique 13*). Elle est composée à 58 % d'immobilisations et à 42 % d'actifs circulants. Dans les exploitations d'élevages bovins, le niveau des immobilisations est relativement élevé (71 % en bovins lait et 69 % en bovins viande) et s'explique par la prise en compte des animaux reproducteurs en plus des bâtiments et matériels nécessaires à ce type d'activité. Les immobilisations ne représentent que 39 % en viticulture, avec toutefois une part significative en plantations (19 % du total de l'actif immobilisé) (*Annexes, Graphique B*).

La structure de l'actif circulant est également variable selon les orientations. Les systèmes viticoles se caractérisent par l'importance de leurs stocks en cours de vinification (68 % du total de leurs actifs circulants). Dans les élevages bovins viande, la majeure partie des stocks est constituée par les animaux non reproducteurs, qui représentent jusqu'à 56 % de l'actif circulant.

Toutes orientations confondues, les actifs sont financés à hauteur de 57 % par des capitaux propres et de 43 % par des dettes. Avec 133 160 € en moyenne, les emprunts à long et moyen terme représentent 65 % de la dette totale. L'importance des capitaux propres est aussi conditionnée par le processus de production. Les exploitations viticoles, qui doivent financer leurs stocks de vin, assurent largement le financement de leur activité sur capitaux propres (67 %). Il en est de même pour les élevages bovins (lait et viande). À l'inverse, dans les orientations maraîchage, horticulture, volailles et porcs, le cycle de production plus court ne s'accompagne pas d'une part de financement sur capitaux propres aussi importante (35 % en élevages porcins et 44 % en maraîchage-horticulture).

Graphique 13 – Bilan à la clôture de l'exercice 2020, pour l'ensemble des exploitations, toutes orientations confondues

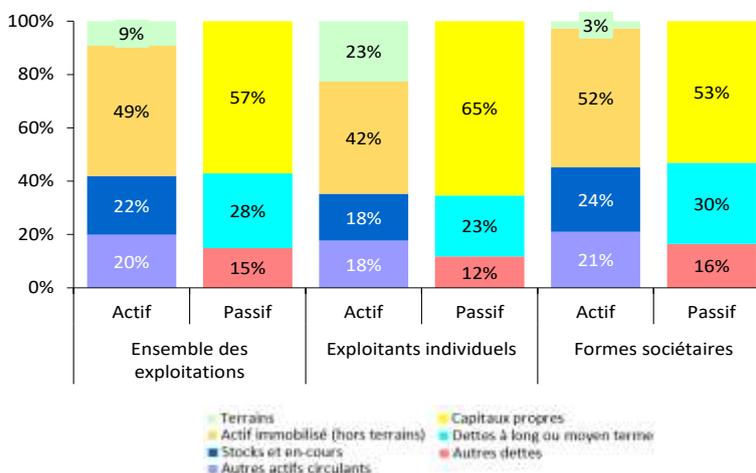
Détail de l'actif		Clôture en k€	Δ Clôture - Ouverture en k€ %		A. Circulant P. Circul.	BFR	FR	Immobilisations	Capitaux permanents	Détail du passif		Clôture en k€	Δ Clôture - Ouverture en k€ %	
Actif immobilisé	58%	275,5	5,1	1,9%										
Terrain		43,7	1,7	4,0%						Capital individuel initial		191,3	0,0	+0,0%
Aménagts, construct. et install. spécialisées		74,5	1,4	2,0%						Variation du capital initial		70,6	4,4	+6,6%
Matériel		76,3	1,3	1,7%						Subventions d'investissement		10,1	0,1	+1,0%
Plantations		10,1	0,4	3,7%						Dettes	43%	204,3	6,6	+3,3%
Animaux reproducteurs		46,3	-0,4	-0,8%						Dettes à long ou moyen terme		133,2	3,0	+2,3%
Autres immobilisations		24,6	0,7	3,0%						Emprunts à court terme		7,3	1,0	+15,7%
Actifs circulants	42%	199,0	5,8	3,0%						Autres dettes financ. à - 1 an		11,8	0,3	+2,9%
Stocks		104,5	-1,2	-1,1%						Dettes auprès de tiers		52,0	2,3	+4,6%
Valeurs réalisables		46,6	1,1	2,4%						Régularisation passif		0,2	-0,1	-38,3%
Valeurs disponibles		47,8	5,9	14,1%						Total passif		476,5	11,0	+2,4%
Régularisation actif		2,0	0,1	5,4%										
Total actif		476,5	11,0	2,4%										

Note de lecture : En moyenne, toutes orientations confondues, à la clôture du bilan de 2020, l'actif total s'élève à 476 450 €, en hausse de 10 980 € (+2,4 %) par rapport à sa valeur lors de l'ouverture de l'exercice comptable

Source : SSP RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

En moyenne et toutes formes juridiques confondues, les terres représentent 9 % du total de l'actif des exploitations agricoles de 2020, soit 16 % des immobilisations totales contre 36 % en 1990. Cette part est toutefois très variable selon la forme juridique (Graphique 14). Dans les sociétés, les terres étant en effet le plus souvent sorties de l'actif de l'exploitation pour être affectées au patrimoine personnel de l'exploitant, les terrains ne constituent que 2,7 % de l'actif des exploitations en formes sociétaires (5,6 % en 1990) contre 22,6 % de celui des structures individuelles (23,2 % en 1990). Mécaniquement, la constitution du passif est également différente selon la forme juridique. La présence d'importantes immobilisations en terrains a pour contrepartie des capitaux propres plus élevés pour les exploitants individuels (65,4 % du total du passif, contre 53,1 % pour les formes sociétaires). Les dettes de moyen et long terme sont également différemment réparties dans la structure du passif des exploitations : elles représentent 30,4 % du passif des formes sociétaires contre seulement 22,9 % pour les individuelles.

Graphique 14 - Détail du bilan des exploitations agricoles selon leur forme juridique en 2020



Source : SSP RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

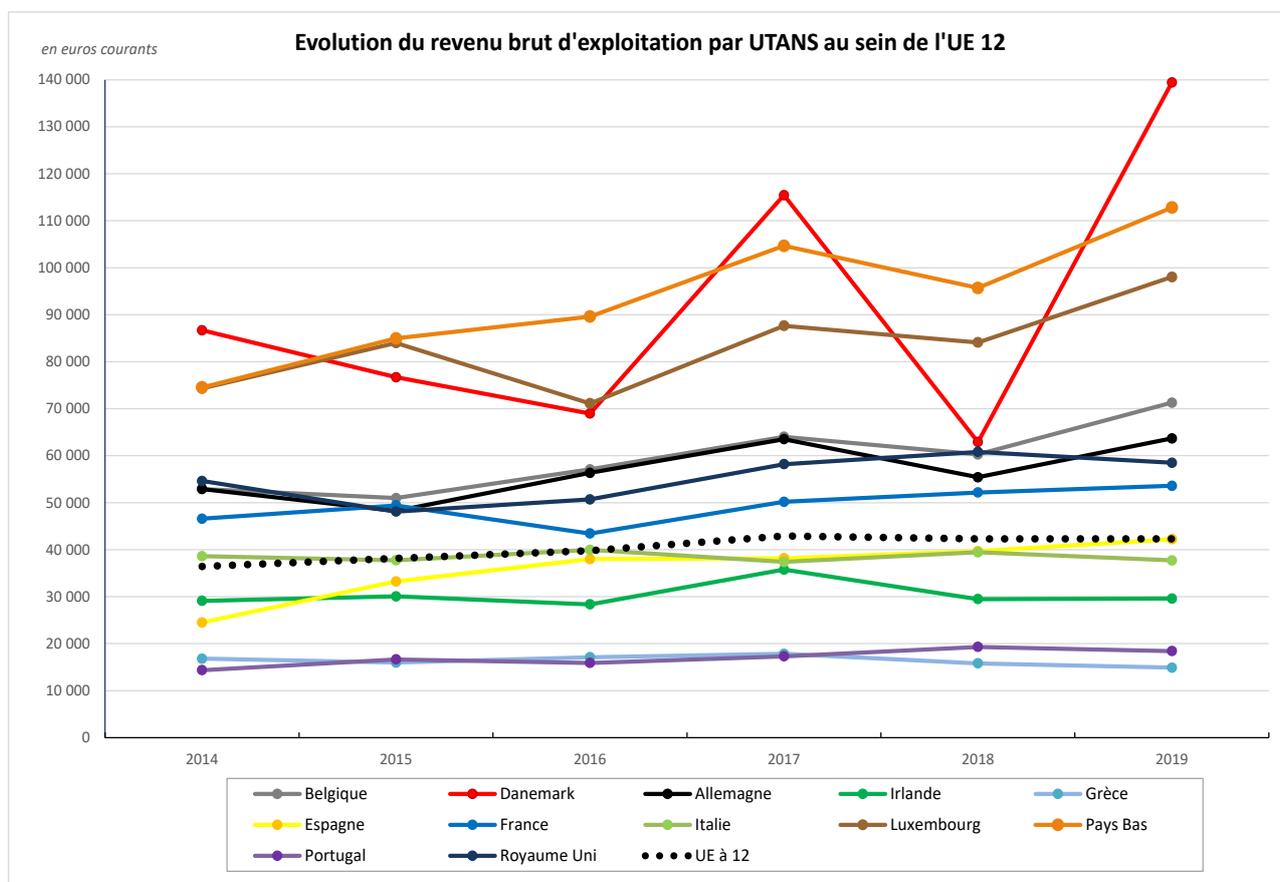
6. Les résultats économiques des exploitations agricoles européennes en 2019

Après consolidation par la Commission européenne des RICA nationaux au cours du premier semestre 2021, les données 2019 ont été publiées fin août 2021. L'échantillon européen compte environ 80 000 exploitations, qui représentent au total près de 4 050 000 exploitations.

Le SSP a publié le 16 novembre 2021, dans la collection Agreste « Chiffres et données », les Chiffres clés 2019 du RICA Europe des exploitations agricoles de l'Union européenne à 12 (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Grèce, Espagne et Portugal).

Entre 2014 et 2019 le revenu brut d'exploitation, défini comme le solde après déduction des charges salariales et ajout des subventions d'exploitation de la valeur ajoutée, est très contrasté selon les pays. Rapporté au nombre d'emplois équivalent temps plein (ETP) non salarié par exploitation, il évolue de + 72,3 % pour l'Espagne à - 11,3 % pour la Grèce, la France affichant une progression de 15,1 % proche de la moyenne UE à 12 (+ 16,1 %).

Graphique 15 – Evolution 2014-2019 du revenu brut d'exploitation par ETP non salarié au sein de l'UE 12

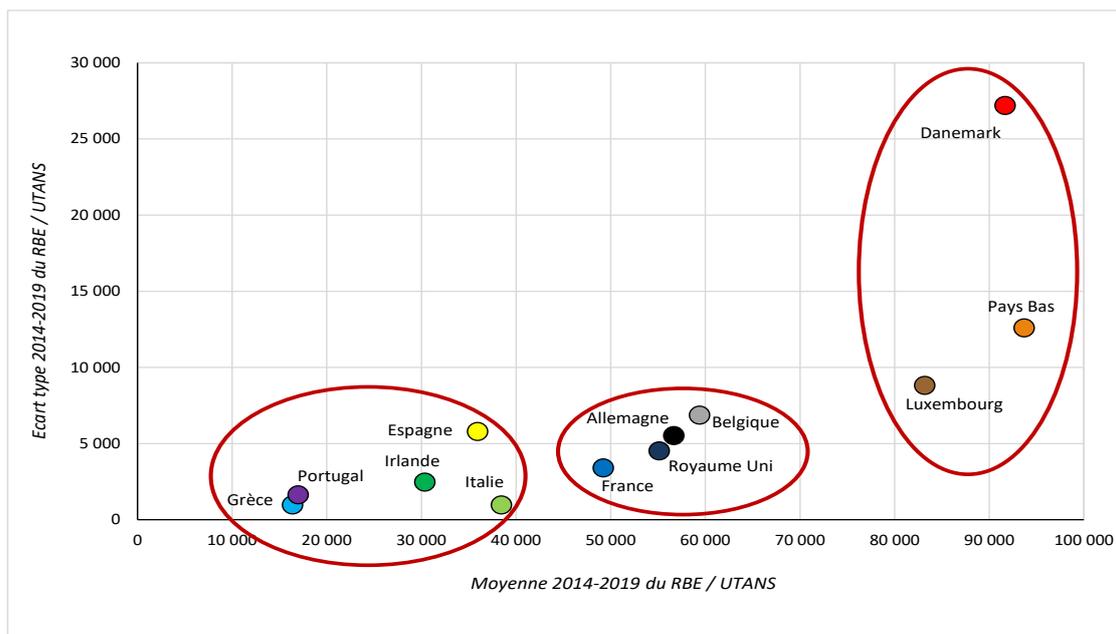


Source : DG AGRI, FADN 2020 – Exercice 2019

Au-delà de la simple comparaison entre les valeurs de 2014 et celles de 2019, on relève des trajectoires très différentes sur la période considérée : plutôt linéaires pour le Portugal, la Grèce, l'Irlande ou l'Italie et plus accidentées pour le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas ou la Belgique (Graphique 15). Les niveaux moyens sur les 5 ans sont également très hétérogènes : les moyennes des pays méditerranéens et de l'Irlande sont bien inférieures à celles danoise, néerlandaise ou luxembourgeoise. On relève un rapport de 1 à presque 6 entre les Pays-Bas et la Grèce.

Par une approche croisée entre moyenne 2014-2019 du revenu brut d'exploitation par ETP non salarié et écart type moyen de ce même ratio, la représentation graphique ci-dessous permet de distinguer la constitution de trois groupes aux caractéristiques similaires (Graphique 16).

Graphique 16 – Répartition des différents Etats membres de l’UE 12



Source : DG AGRI, FADN 2021 – Exercice 2019

Un premier groupe de pays constitué de l’Irlande et des pays méditerranéens présente un niveau de revenu moyen inférieur à la moyenne de l’UE à 12 (40 300 €) mais une grande stabilité dans le temps. En Belgique, en Allemagne, au Royaume-Uni et en France, les revenus bruts agricoles varient davantage mais sont de niveaux supérieurs. Enfin, Luxembourg, Pays-Bas et Danemark présentent à la fois une plus forte variation annuelle et une moyenne de revenu sur la période bien supérieure.

Les écarts observés peuvent trouver des explications par de multiples facteurs : spécialisations ou diversité des productions plus ou moins marquées d’un pays à l’autre, différences structurelles dans les organisations professionnelles du secteur, niveaux variables de mécanisation des productions, différence dans les niveaux d’intervention du secteur public ... La répartition des orientations de production au sein de chaque Etat membre est naturellement très variable (Tableau 17).

Tableau 17 – Répartition de la production par Etat membre de l’UE 12

Répartition de la production (valeur ajoutée)

OTEX	UE à 12	Espagne	Italie	Irlande	Portugal	Grèce	France	Roy. Uni	Allemagne	Belgique	Luxembourg	Pays-Bas	Danemark
Grandes cultures	25%	22%	27%	9%	15%	28%	25%	35%	25%	17%	3%	13%	39%
Horticulture et maraîchage	9%	12%	5%	0%	7%	6%	6%	6%	6%	17%	0%	39%	5%
Viticulture	10%	7%	16%	0%	14%	3%	23%	0%	4%	0%	11%	0%	0%
Fruits	5%	13%	8%	0%	13%	9%	3%	2%	1%	6%	0%	3%	0%
Bovins lait	16%	5%	13%	48%	9%	0%	14%	18%	28%	15%	46%	27%	19%
Bovins viande	7%	6%	6%	31%	12%	2%	9%	10%	5%	14%	24%	3%	2%
Autres herbivores	5%	6%	5%	8%	9%	19%	3%	11%	1%	0%	0%	1%	0%
Granivores	9%	10%	6%	0%	3%	1%	6%	9%	11%	15%	0%	11%	26%
Polyculture Polyélevage	8%	4%	4%	5%	10%	7%	12%	8%	17%	15%	8%	3%	6%

Source : DG AGRI, FADN 2021 – Exercice 2019

Pour l’ensemble des pays présentant les moyennes les plus faibles et une plus grande stabilité du revenu brut par ETP non salarié dans le temps, on observe logiquement (à l’exception irlandaise près) une certaine similitude dans la répartition par orientation productive de la production agricole. Parmi les pays méditerranéens, le Portugal se distingue avec une proportion moins marquée de productions issues des grandes cultures mais une part plus importante en bovins viande et en vins. L’Italie est nettement plus orientée productions viticoles, tandis que la Grèce présente plus de production ovines et caprines et l’Espagne une part plus importante de productions horticoles et maraîchères.

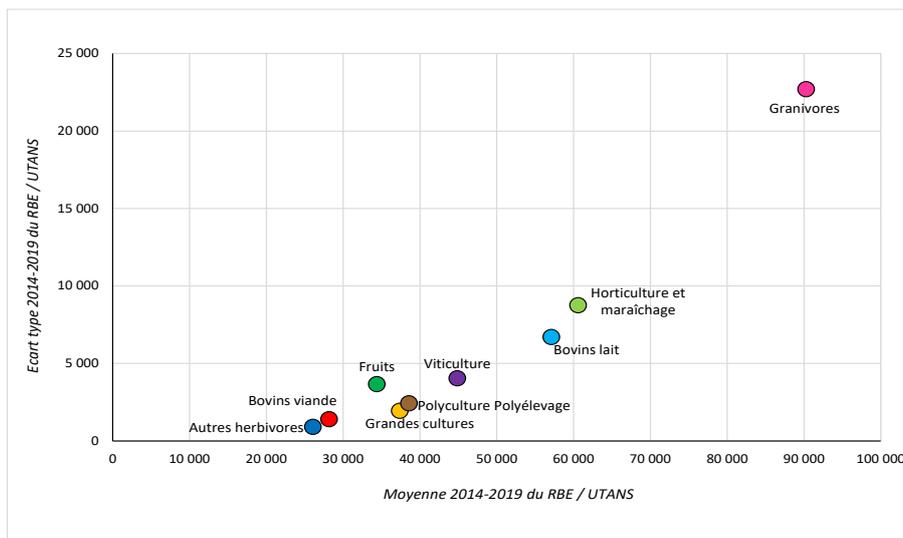
Les différents Etats membres constituant le groupe intermédiaire présentent également des paysages agricoles relativement proches. Dans cet ensemble, pour autant, chaque pays présente une spécialité plus marquée : viticulture pour la France, grandes cultures pour le Royaume Uni, bovins lait pour l'Allemagne et horticulture-maraîchage pour la Belgique.

Par contre, le dernier groupe plus « nordique » se distingue par un niveau de spécialisation plus marqué :

- l'agriculture néerlandaise avec une part importante de productions horticoles et maraîchères,
- proportionnellement bien plus de productions en grandes cultures et issues de granivores pour le Danemark,
- et une proportion très marquée de productions bovines au Luxembourg.

Les positions relatives des pays s'expliquent en partie par la structure selon l'orientation productive et des différences de moyennes et de variabilités des revenus bruts d'exploitation par ETP non salarié entre Otex (*Graphique 18*).

Graphique 18 – Répartition des différentes Otex



Source : DG AGRI, FADN 2021 – Exercice 2019

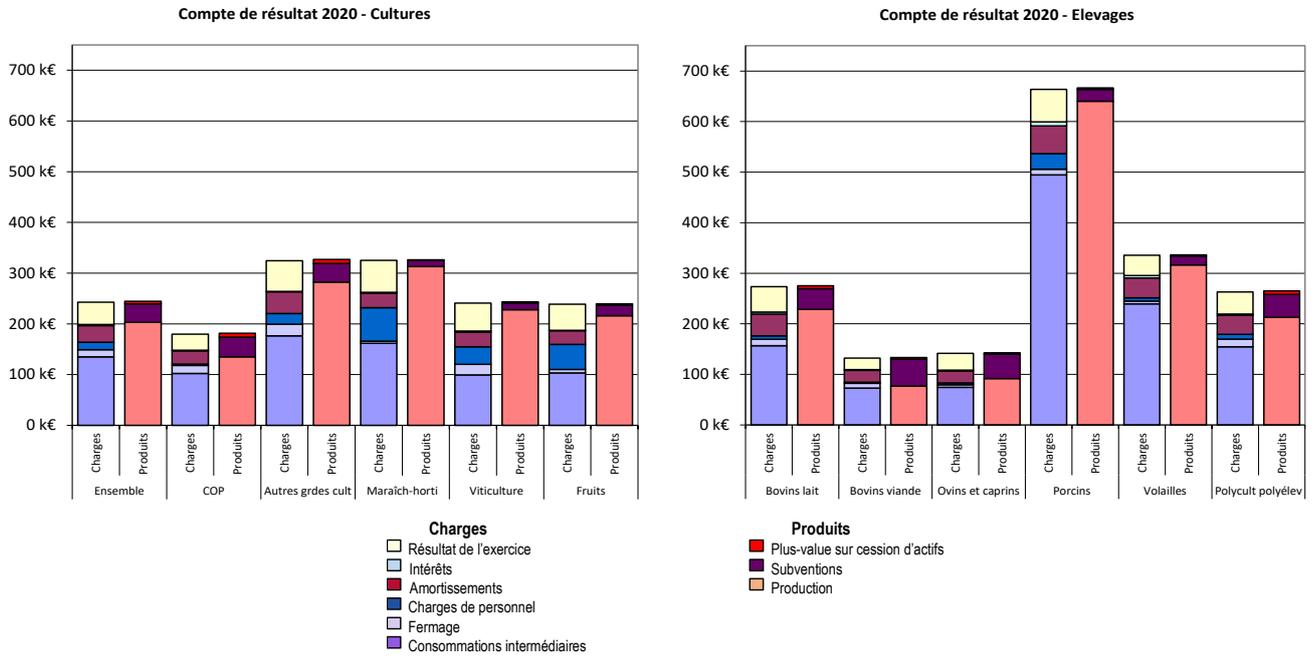
En moyenne sur la période 2014-2019, les productions de granivores, d'horticulture, de maraîchage, de bovins lait et de vins apparaissent, au niveau européen, les plus rémunératrices, à l'inverse des productions ovines-caprines et de viande bovine. Par ailleurs, sur cette même période, certaines productions ont tendance à apporter plus de stabilité en terme de revenu par ETP non salarié (ovins-caprins, bovins viande, grandes cultures, fruits) que d'autres (granivores, horticulture et maraîchage, bovins lait).

Ainsi, au regard de ces derniers éléments, on interprète plus facilement pour la période 2014-2019 :

- le positionnement de l'Irlande dont l'agriculture est fortement orientée « bovins viande » ce qui explique un revenu moyen par ETP non salarié national plutôt modeste mais très stable ;
- les agricultures méditerranéennes qui partagent le même profil avec de plus fortes proportions de productions fruitières que les autres Etats membres auxquelles on ajoute une orientation plus marquée en viticulture pour l'Italie et en horticulture/maraîchage pour l'Espagne. Ces deux pays profitent donc d'orientations en moyenne plus rémunératrices que les autres pays méditerranéens. A l'inverse, la Grèce pâtit de sa forte orientation en ovins/caprins ;
- la composition du groupe France/Allemagne/Royaume Uni/ Belgique dont les revenus moyens sont tirés vers le haut (et les distinguent des Etats précédemment cités) grâce à des spécialisations plus rémunératrices (exemples de la viticulture pour la France, des bovins lait pour l'Allemagne et de la combinaison horticulture-maraîchage pour la Belgique) ;
- et un niveau de revenu moyen bien supérieur mais une instabilité plus marquée pour les Pays-Bas, le Luxembourg et le Danemark avec, selon les cas, des productions agricoles plus orientées granivores, horticulture-maraîchage et bovins lait.

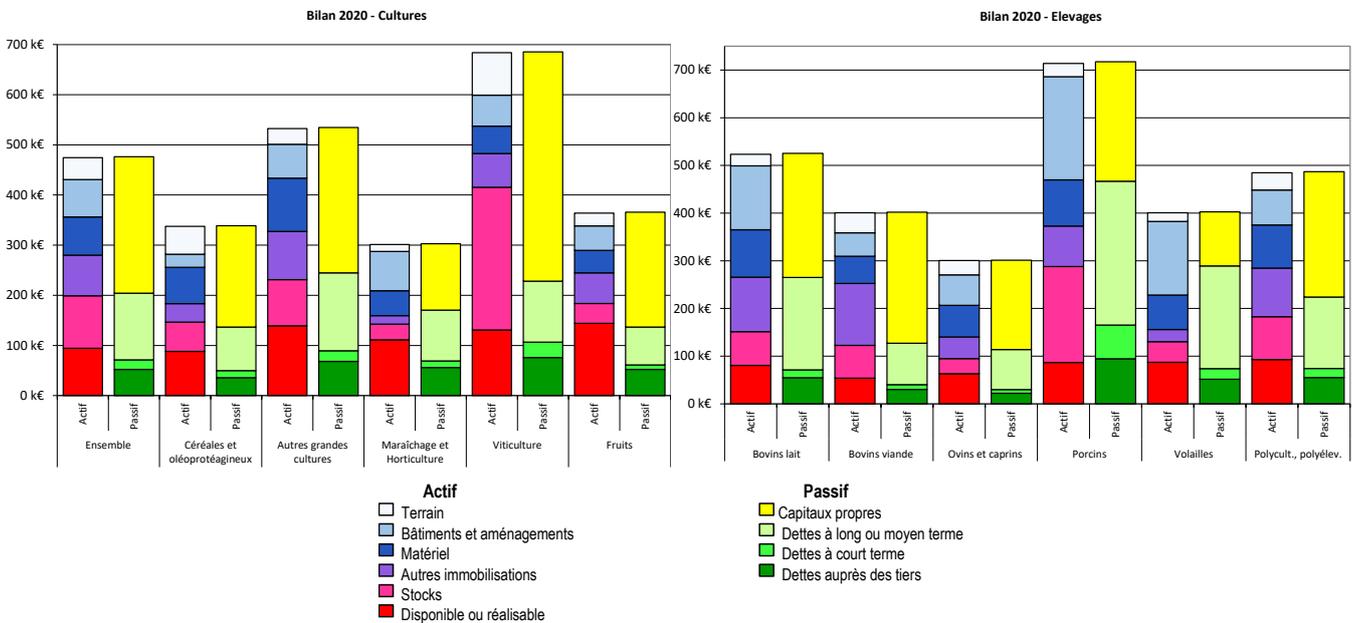
Annexes

Graphique A - Comptes de résultat 2020



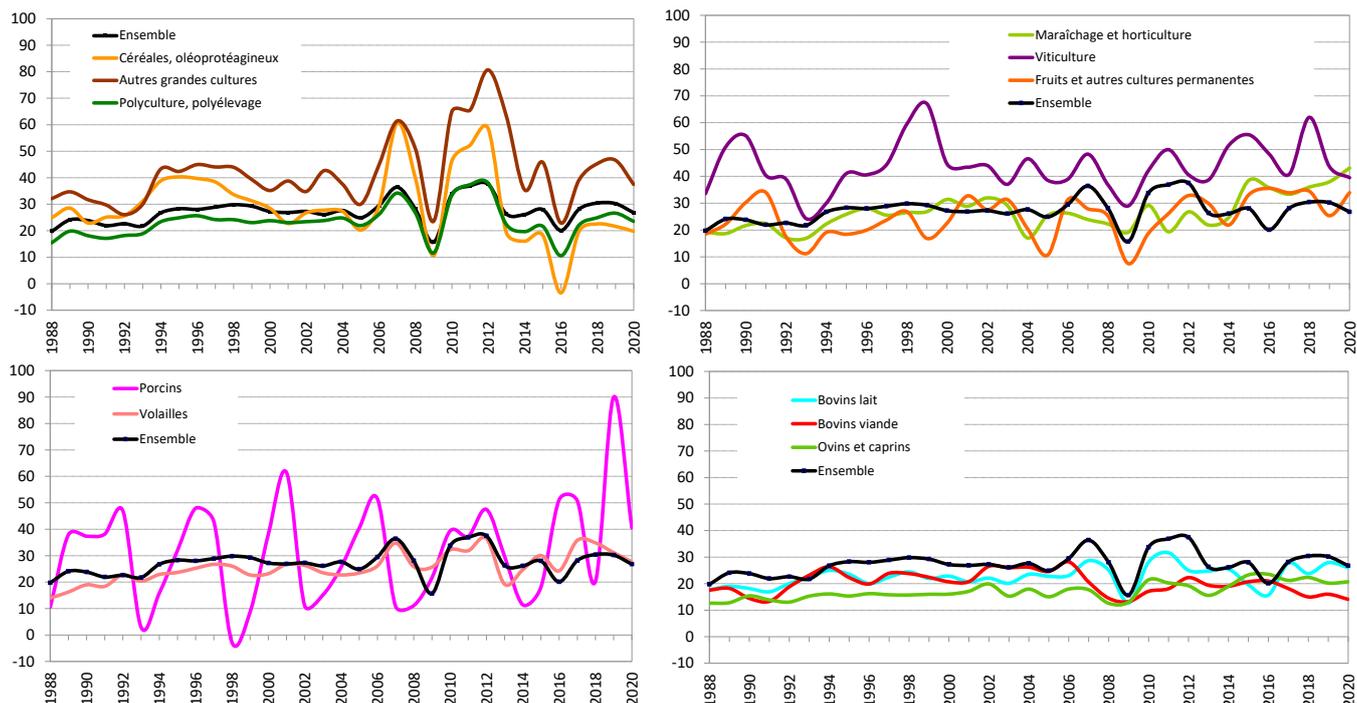
Source : SSP-RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

Graphique B - Bilans 2020



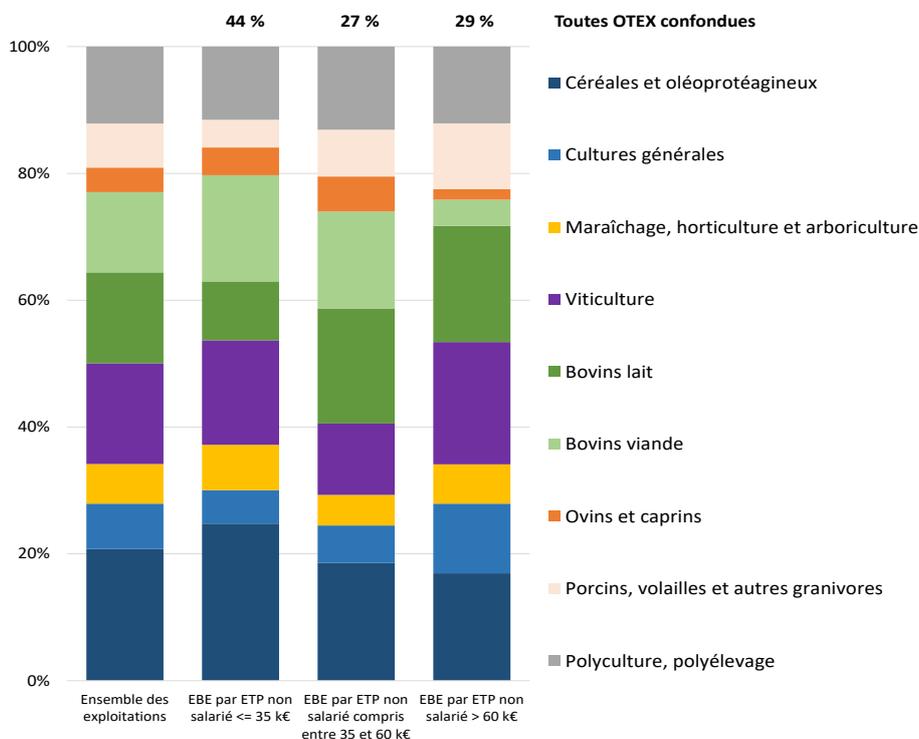
Source : SSP-RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

Graphique C - Evolution du RCAI par ETP non salarié par orientation productive, en millier d'euros 2020 *



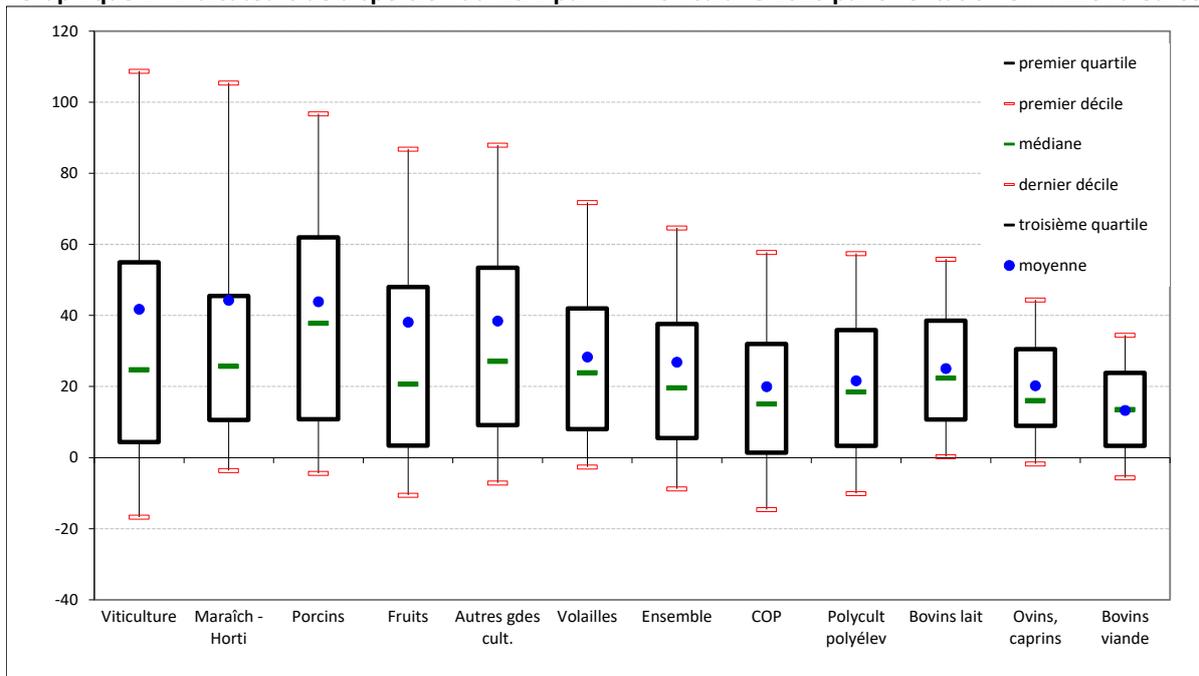
*Evolutions calculées en euros constants de 2020 sur des échantillons complets d'exploitations par année (Méthodologie)
 Source : SSP RICA 1988 à 2020 – champ : France métropolitaine.

Graphique D - Contribution des orientations productives en 2020 aux classes d'EBE par ETP non salarié (en % du total de la classe)



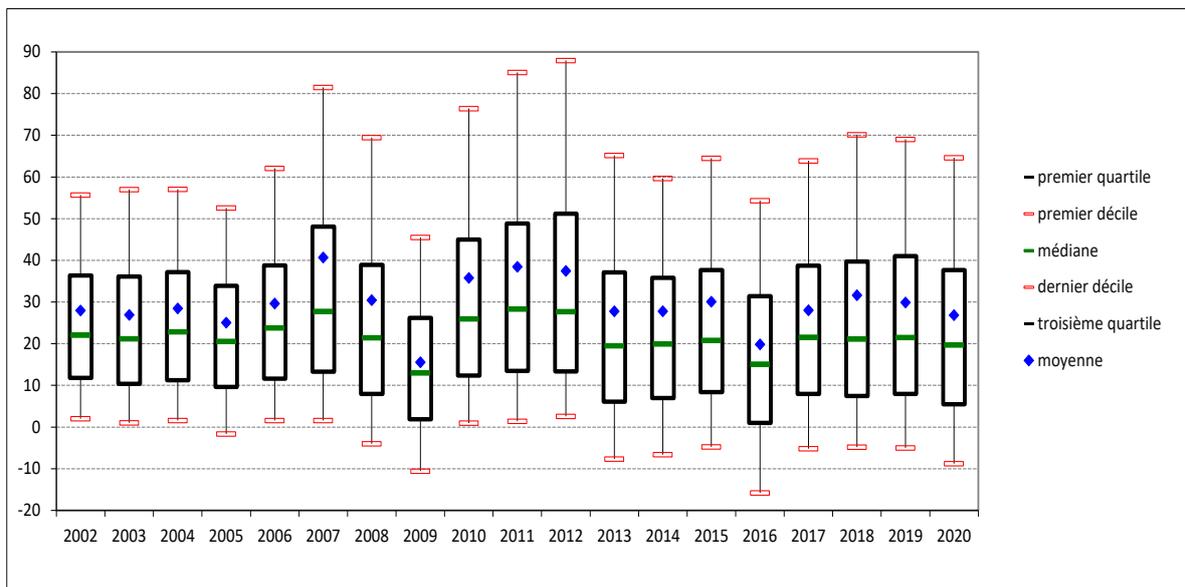
Source : SSP-RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

Graphique E - Indicateurs de dispersion du RCAI par ETP non salarié 2020 par orientation en millier d'euros



Source : SSP-RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

Graphique F - Dispersion du RCAI par ETP non salarié, en millier d'euros de 2020



Source : SSP-RICA 2002 à 2020 – champ : France métropolitaine.

Tableau A - Indicateurs de dispersion de l'EBE par ETP non salarié par orientation en 2020, en € *

	10 décile	25 centile	Médiane	75 centile	90 centile	Moyenne	Intervalle interquartile	Q3/Q1
Porcins	18 649	44 871	65 615	113 103	206 724	91 377	68 232	3
Viticulture	-44	18 182	39 437	79 841	143 595	67 406	61 659	4
Maraîchage - horticulture	3 883	22 769	35 825	68 867	136 585	68 484	46 098	3
Autres grandes cultures	11 858	28 785	54 627	87 955	132 389	72 086	61 946	3
Fruits	7 997	19 041	33 586	66 575	125 781	62 905	47 534	3
Volailles	15 069	29 134	52 036	83 006	121 802	63 675	53 872	3
Ensemble France métropolitaine	7 332	21 744	40 087	65 977	104 233	53 202	44 233	3
Céréales et oléoprotéagineux	3 775	14 790	33 747	58 714	98 372	43 486	43 924	4
Polyculture polyélevage	6 338	22 897	41 524	64 519	96 857	48 781	41 622	3
Bovins lait	18 861	32 535	50 851	71 635	95 846	54 794	39 100	2
Bovins viande	9 388	19 466	30 925	45 424	59 661	33 392	25 958	2
Ovins, caprins	14 132	23 894	35 457	48 612	63 520	38 483	24 718	2

* Classement des orientations productives par ordre décroissant d'intervalle interquartile

Source : SSP-RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

Tableau B - Indicateurs de dispersion du RCAI par ETP non salarié par orientation en 2020, en € *

	10 décile	25 centile	Médiane	75 centile	90 centile	Moyenne	Intervalle interquartile	Q3/Q1
Viticulture	-16 734	4 405	24 796	54 949	108 739	41 715	50 544	12
Maraîchage - horticulture	-3 595	10 623	25 737	45 506	105 433	44 276	34 883	4
Porcins	-4 387	10 810	37 864	61 937	96 783	43 849	51 127	6
Fruits	-10 567	3 365	20 708	48 016	86 820	38 133	44 651	14
Autres grandes cultures	-7 140	9 117	27 136	53 449	87 948	38 432	44 332	6
Volailles	-2 625	8 028	23 939	41 975	71 803	28 321	33 947	5
Ensemble France métropolitaine	-8 751	5 490	19 732	37 640	64 626	26 834	32 150	7
Céréales et oléoprotéagineux	-14 574	1 404	15 106	31 984	57 798	19 966	30 580	23
Polyculture polyélevage	-10 081	3 298	18 532	35 878	57 415	21 591	32 580	11
Bovins lait	330	10 723	22 439	38 514	55 852	25 079	27 791	4
Ovins, caprins	-1 771	8 933	16 113	30 536	44 382	20 198	21 603	3
Bovins viande	-5 632	3 335	13 639	23 805	34 454	13 251	20 470	7

* Classement des orientations productives par ordre décroissant d'intervalle interquartile

Source : SSP-RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

Variabilité de l'EBE par OTEX entre 2011 et 2020

**Tableau C - Part des exploitations avec augmentation de l'EBE de plus de 30% par rapport à l'année précédente
(en % du nombre d'exploitations de la catégorie)**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Céréales et oléoprotéagineux	29	37	3	30	31	11	70	30	27	21
Autres grandes cultures	28	31	10	8	29	13	58	29	22	20
Maraîchage et horticulture	20	29	19	29	29	24	19	26	26	34
Viticulture	38	24	32	41	25	29	24	48	21	30
Fruits et autres cultures permanentes	35	41	30	28	49	40	28	39	26	47
Bovins lait	20	7	18	18	9	14	49	10	25	13
Bovins viande	23	31	17	18	25	18	16	20	25	22
Ovins et caprins	15	22	22	26	29	24	12	23	13	22
Porcins	14	31	ns	11	37	63	24	ns	80	8
Volailles	17	18	ns	25	20	14	30	22	15	21
Polyculture, polyélevage	27	27	6	29	25	12	47	26	23	19
Ensemble France métropolitaine	26	25	15	26	25	18	41	26	25	22

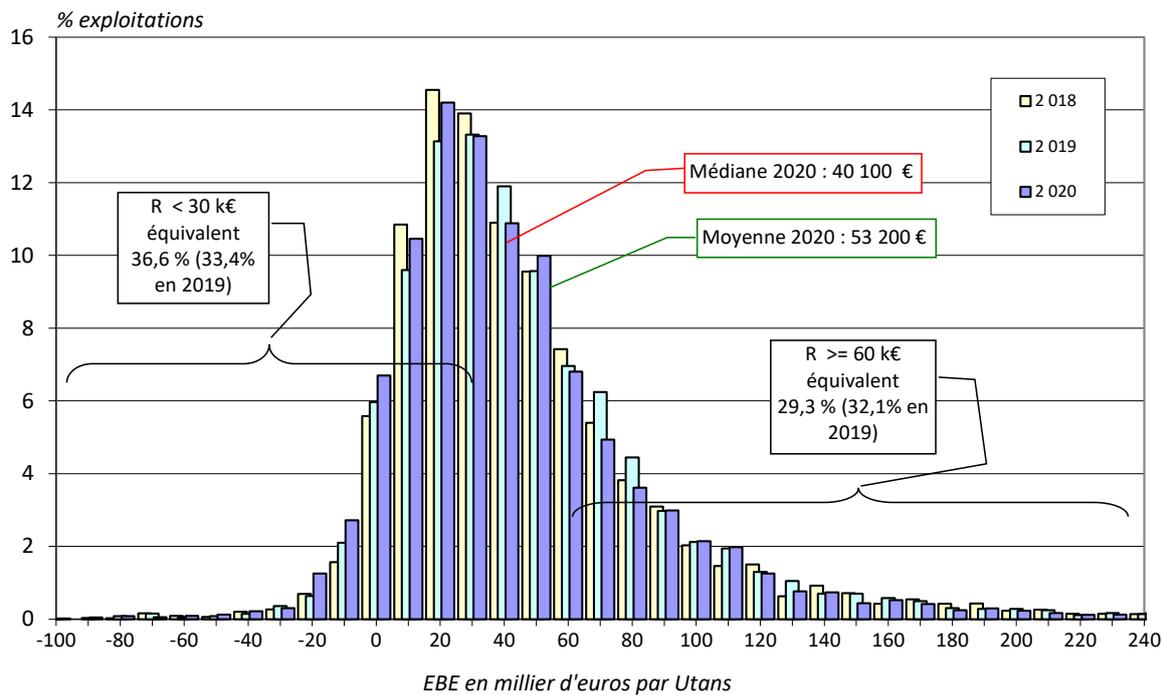
Source : SSP-RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

**Tableau D - Part des exploitations avec diminution de l'EBE de plus de 30% par rapport à l'année précédente
(en % du nombre d'exploitations de la catégorie)**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Céréales et oléoprotéagineux	12	10	76	28	22	67	7	20	26	32
Autres grandes cultures	18	7	28	41	17	53	13	18	23	32
Maraîchage et horticulture	35	21	30	26	16	19	22	25	15	15
Viticulture	18	39	30	19	23	25	36	17	44	30
Fruits et autres cultures permanentes	22	16	25	39	17	24	32	26	41	23
Bovins lait	6	17	11	11	23	22	5	21	8	17
Bovins viande	17	10	22	15	13	19	23	21	21	23
Ovins et caprins	17	17	19	15	10	10	21	11	17	11
Porcins	21	ns	37	36	20	ns	20	61	ns	58
Volailles	17	ns	32	14	ns	21	13	17	18	21
Polyculture, polyélevage	13	11	41	18	14	37	15	19	22	27
Ensemble France métropolitaine	15	17	34	20	18	34	16	20	23	26

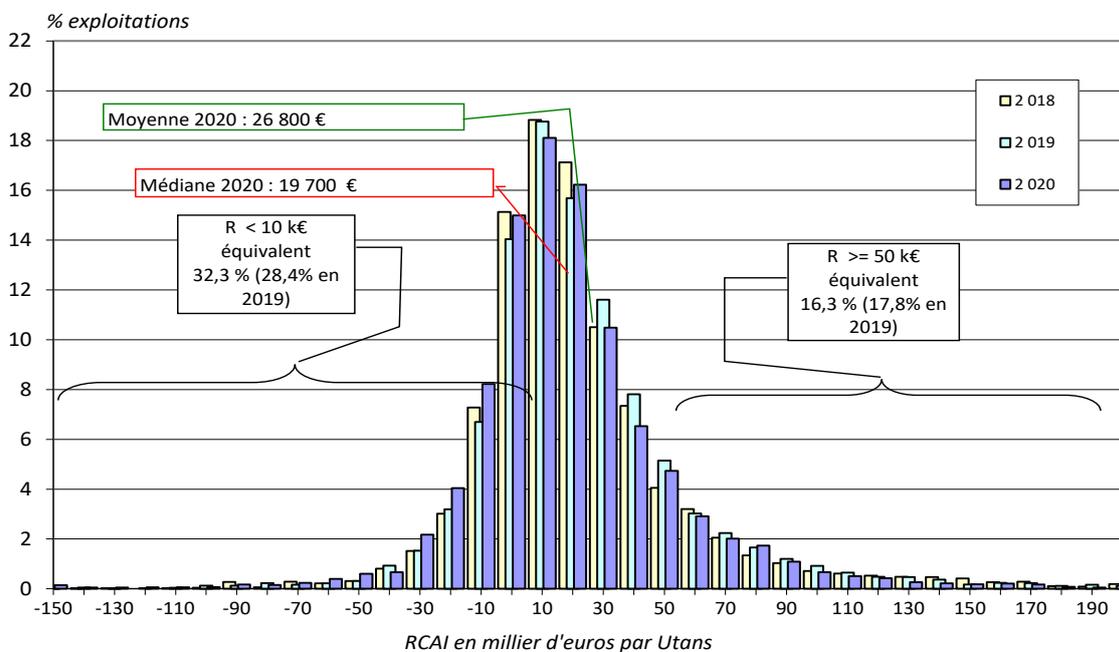
Source : SSP-RICA 2020 – champ : France métropolitaine.

Graphique G – Evolution 2018-2020 de la distribution de l'excédent brut d'exploitation par actif non salarié (en % d'exploitations)



Source : SSP, RICA 2018 à 2020 – champ : France métropolitaine.

Graphique H - Evolution 2018-2020 de la distribution du résultat courant avant impôts par actif non salarié (en % d'exploitations)



Source : SSP, RICA 2018 à 2020 – champ : France métropolitaine.

Tableau E : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2020

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2019 en euros 2020 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2019 et 2020

	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Autres grandes cultures		Maraîchage et horticulture	
	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)
Echantillon	7 125		904		495		471	
Population	289 769		58 373		20 018		11 460	
Caractéristiques physiques								
Surface agricole utilisée (en ha)	92,1	+0,7	129,2	+0,1	116,0	+0,3	9,9	+5,1
dont : SAU en fermage	78,1	+0,6	111,1	-0,3	108,3	+0,4	7,8	+17,0
Effectifs animaux (en UGB)	83,7	-1,9	8,6	-6,4	14,2	-0,2	0,8	+2,9
Nombre d'ETP	2,0	-0,4	1,3	-0,4	2,3	+2,6	4,2	+1,1
dont : ETP non salariés	1,4	-1,0	1,2	-0,5	1,4	+0,0	1,4	-1,9
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)								
Capacité d'autofinancement	70,0	-6,6	49,9	-7,2	94,5	-11,6	87,6	+6,8
- Prélèvements privés	39,4	+4,1	27,8	+2,7	50,0	-11,9	50,4	+11,3
= Autofinancement	30,7	-18,0	22,1	-16,5	44,5	-11,2	37,3	+1,1
Actif immobilisé	275,5	+1,4	190,7	+0,5	301,1	+2,2	158,7	+2,1
Actif circulant	199,0	+2,7	146,7	+1,1	231,3	+4,4	142,5	+14,1
Stocks	104,5	-1,4	58,4	-6,9	92,2	-6,8	31,2	-1,2
Capitaux propres	272,0	+1,2	202,1	+2,1	289,7	+3,9	132,3	+8,9
Endettement total	204,3	+3,0	136,7	-1,1	245,0	+1,9	170,6	+6,6
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)								
Ventes et autoconsommation								
- Achats d'animaux	7,0	-5,4	1,5	-32,6	2,9	-1,1	0,0	-67,6
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	197,9	-1,1	133,3	-2,9	275,8	+1,0	306,7	+1,6
+ Production stockée	-1,8	//	-5,2	//	-7,3	//	0,1	//
+ Production immobilisée	3,0	+6,2	0,8	+38,3	3,6	+34,4	1,3	-22,2
+ Produits divers	4,2	-1,4	6,1	+3,0	10,2	-0,5	4,9	-5,9
= Production de l'exercice	203,2	-2,9	135,0	-6,1	282,4	-2,8	312,9	+1,2
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,3	//	0,5	//	0,4	//	0,2	//
- Charges d'approvisionnement	74,0	-2,1	58,0	-6,1	95,4	-0,9	91,8	-1,4
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	61,3	+3,1	44,8	+2,0	81,5	+11,3	70,1	+0,5
= Valeur ajoutée	68,3	-8,5	32,7	-15,9	105,9	-12,9	151,2	+3,3
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	//	0,0	//	0,0	//	0,0	//
+ Subventions d'exploitation	31,3	+0,7	33,0	-0,6	31,1	+1,7	7,7	+28,4
+ Indemnités d'assurance	3,2	+22,4	5,4	+62,5	4,6	+59,4	1,6	+31,7
- Fermages	14,3	-1,8	15,7	-0,8	23,0	-1,9	4,3	-2,3
- Impôts et taxes	2,1	-6,1	2,2	-7,6	3,2	-3,4	1,5	-0,5
- Charges de personnel	14,5	+0,1	2,7	+2,3	21,0	+4,7	66,0	+2,6
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	71,9	-6,7	50,5	-7,1	94,4	-12,5	88,7	+6,3
+ Transferts de charge	0,3	//	0,1	//	0,7	//	0,4	//
- Dotations aux amortissements	33,0	-0,7	26,2	-6,0	42,7	-4,3	28,5	+2,1
= Résultat d'exploitation	39,2	-11,2	24,5	-8,3	52,5	-17,6	60,7	+8,4
+ Produits financiers	0,7	+20,6	1,0	+22,5	2,4	+51,5	0,4	+12,6
- Charges financières	2,9	-9,3	2,0	-7,0	3,1	-17,3	2,1	-11,8
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	37,0	-10,9	23,5	-7,4	51,7	-15,8	59,0	+9,3
+ Plus ou moins value sur cession d'actifs immobilisés	5,0	+5,6	7,8	+1,2	7,9	+12,5	0,7	-25,9
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	1,7	+4,1	0,3	-14,2	0,8	-5,6	3,3	+41,9
+ Profits et charges exceptionnels	0,1	//	0,2	//	0,1	//	0,1	//
= Résultat de l'exercice	43,8	-9,1	31,9	-6,2	60,6	-13,6	63,0	+10,0
Cotisations sociales de l'exploitant	11,3	+2,0	8,7	+6,0	15,6	+1,6	12,7	-2,6
EBE par ETP non salariée	52,1	-5,8	42,5	-6,5	68,4	-12,5	63,8	+8,4
RCAI par unité de travail annuel	26,8	-10,0	19,8	-6,9	37,5	-15,8	42,4	+11,5
VA Agricole (VA + subventions d'exploitation)	99,6	-5,8	65,8	-8,7	137,0	-9,9	159,0	+4,2

Champ : exploitations métropolitaines

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2019-2020 sont calculées sur échantillon constant, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

Tableau E : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2020

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2019 en euros 2020 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2019 et 2020

	Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes		Bovins lait		Bovins viande	
	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)
Echantillon	1 165		382		862		686	
Population	44 803		6 134		40 235		35 557	
Caractéristiques physiques								
Surface agricole utilisée (en ha)	25,1	-1,5	33,8	-0,4	98,9	+1,3	112,7	+1,7
dont : SAU en fermage	18,2	-1,8	21,4	-1,5	87,4	+0,8	87,3	+1,6
Effectifs animaux (en UGB)	0,4	-0,5	1,8	-1,7	111,8	-0,4	114,5	-0,8
Nombre d'ETP	2,7	-2,5	3,7	-7,1	1,9	+0,9	1,4	-0,3
dont : ETP non salariés	1,3	-0,3	1,3	-8,1	1,6	-0,9	1,3	-0,5
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)								
Capacité d'autofinancement	79,2	-6,7	71,7	+18,3	85,6	-3,7	41,6	-3,5
- Prélèvements privés	51,9	+9,3	36,1	-9,9	45,4	+2,6	22,8	-2,1
= Autofinancement	27,3	-28,2	35,6	+67,0	40,1	-9,9	18,8	-5,3
Actif immobilisé	268,2	+0,7	180,1	+1,7	371,9	+2,6	277,9	-0,2
Actif circulant	415,5	+2,0	183,7	+11,9	151,3	+2,7	122,6	+1,3
Stocks	284,7	+0,9	39,6	+6,6	70,5	+0,7	68,8	-3,6
Capitaux propres	457,0	+0,1	229,0	+8,0	260,1	+2,1	274,7	+0,0
Endettement total	228,3	+4,4	136,8	+4,5	265,0	+3,1	127,1	+0,8
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)								
Ventes et autoconsommation								
- Achats d'animaux	0,0	+63,1	0,7	+10,3	2,8	-4,2	5,3	-13,4
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	215,5	-4,6	201,3	+4,9	224,1	+0,6	76,8	+3,9
+ Production stockée	3,4	//	2,1	//	-0,2	//	-2,6	//
+ Production immobilisée	5,2	+17,6	6,7	+5,8	2,6	-37,3	1,4	+130,0
+ Produits divers	3,6	-11,1	6,0	+11,1	2,3	+13,5	1,5	-0,9
= Production de l'exercice	227,8	-5,4	216,0	+4,5	228,8	-0,1	77,1	-0,7
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,1	//	0,4	//	0,3	//	0,1	//
- Charges d'approvisionnement	32,8	-4,1	32,2	-2,2	84,2	+0,2	36,5	-1,6
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	66,5	+0,6	71,4	+1,5	72,9	+1,4	36,5	+2,7
= Valeur ajoutée	128,5	-8,6	112,9	+9,0	72,0	-1,9	4,2	-15,2
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	//	0,0	//	0,0	//	0,0	//
+ Subventions d'exploitation	8,1	+66,3	14,8	-5,5	36,2	-3,0	50,3	-1,2
+ Indemnités d'assurance	3,0	-14,5	2,1	-31,8	2,2	+20,1	1,3	-19,2
- Fermages	21,2	-7,1	7,0	+0,8	12,6	+1,4	9,6	+1,1
- Impôts et taxes	2,9	-10,8	1,7	-7,9	1,9	-2,5	1,2	-6,3
- Charges de personnel	34,5	-5,2	49,4	-5,1	6,8	+12,1	1,9	-0,9
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	81,1	-6,3	71,7	+16,9	89,1	-3,2	43,1	-3,9
+ Transferts de charge	0,4	//	0,4	//	0,3	//	0,0	//
- Dotations aux amortissements	28,7	+1,8	27,0	+6,5	43,2	+1,9	23,6	+0,1
= Résultat d'exploitation	52,7	-10,1	45,1	+23,9	46,2	-7,6	19,5	-8,5
+ Produits financiers	0,3	-4,7	0,6	+45,9	0,5	+0,8	0,2	+67,0
- Charges financières	2,6	-9,9	1,5	-13,2	4,3	-5,7	1,8	-8,9
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	50,5	-10,0	44,2	+26,0	42,4	-7,7	17,9	-7,9
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	2,1	+29,1	2,3	-33,2	5,6	-0,1	3,4	-8,5
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	2,4	+2,3	4,2	+9,8	2,5	+6,3	1,3	-8,4
+ Profits et charges exceptionnels	0,0	//	0,5	//	0,0	//	0,1	//
= Résultat de l'exercice	55,0	-9,2	51,2	+21,8	50,5	-7,3	22,7	-7,8
Cotisations sociales de l'exploitant	13,5	-7,5	10,3	-10,3	13,0	+12,0	6,6	+0,3
EBE par ETP non salariée	63,4	-6,0	55,0	+27,3	54,8	-2,4	34,0	-3,4
RCAI par unité de travail annuel	39,5	-9,7	33,9	+37,2	26,1	-6,8	14,1	-7,5
VA Agricole (VA + subventions d'exploitation)	136,6	-6,0	127,7	+7,1	108,2	-2,2	54,5	-2,6

Champ : exploitations métropolitaines

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2019-2020 sont calculées sur échantillon constant, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

Tableau E : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2020

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2019 en euros 2020 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2019 et 2020

	Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Polyculture, polyélevage	
	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)
Echantillon	453		252		331		776	
Population	10 871		5 345		9 929		34 055	
Caractéristiques physiques								
Surface agricole utilisée (en ha)	85,1	+0,7	69,3	+2,7	35,1	-0,6	121,1	+0,6
dont : SAU en fermage	58,8	+0,6	58,3	+2,6	28,1	-0,2	107,2	+0,6
Effectifs animaux (en UGB)	66,4	-3,4	525,3	+1,5	488,8	-3,7	105,9	-2,0
Nombre d'ETP	1,6	+0,3	2,5	+0,3	1,5	-0,2	2,0	+0,6
dont : ETP non salariés	1,4	-0,4	1,5	-2,7	1,3	-0,4	1,5	-0,9
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)								
Capacité d'autofinancement	52,7	+2,2	114,2	-36,1	74,7	-3,2	73,2	-7,0
- Prélèvements privés	29,8	+36,1	69,5	+14,4	46,2	-0,1	36,1	-6,8
= Autofinancement	22,8	-28,5	44,7	-62,6	28,5	-8,6	37,0	-7,2
Actif immobilisé	205,8	+1,9	425,8	+3,5	270,0	-1,5	301,8	+1,0
Actif circulant	94,8	-1,8	287,9	+1,8	130,5	+2,1	182,7	+4,7
Stocks	31,6	-3,6	201,2	-0,1	43,4	+2,4	89,9	-2,0
Capitaux propres	187,3	-0,3	250,6	-2,3	113,4	-7,3	262,9	+3,1
Endettement total	113,9	+2,6	466,9	+6,0	289,1	+3,0	223,9	+1,7
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)								
Ventes et autoconsommation								
- Achats d'animaux	3,3	-15,9	33,9	-2,5	58,3	-2,8	13,8	-9,0
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	90,0	+5,6	630,2	-4,3	308,6	-4,7	209,0	-0,2
+ Production stockée	-0,9	//	-3,4	//	-2,1	//	-3,1	//
+ Production immobilisée	1,7	-27,4	7,4	+18,9	5,6	+11,6	3,1	+13,6
+ Produits divers	0,9	+8,3	5,9	+15,6	4,5	+8,0	4,0	-10,7
= Production de l'exercice	91,7	+2,4	640,1	-6,7	316,4	-3,0	212,9	-2,5
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,1	//	0,8	//	0,5	//	0,5	//
- Charges d'approvisionnement	38,5	-0,4	376,6	+3,3	173,9	-3,1	86,4	-2,3
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	35,9	+1,5	119,0	+6,2	66,0	+0,8	68,8	+4,0
= Valeur ajoutée	17,4	+11,3	145,4	-30,0	77,0	-6,2	58,2	-9,6
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	//	0,0	//	0,0	//	0,0	//
+ Subventions d'exploitation	45,2	-1,3	19,1	+3,1	12,5	-5,1	39,8	-1,1
+ Indemnités d'assurance	1,1	+12,9	2,3	+26,3	2,8	+66,3	4,2	+22,4
- Fermages	5,0	-0,3	11,2	+2,8	5,4	+0,7	15,2	+0,1
- Impôts et taxes	1,1	+0,1	3,4	-9,5	1,7	-1,9	2,3	-3,0
- Charges de personnel	3,7	+5,6	30,5	+11,6	6,6	-4,3	9,5	+7,6
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	53,9	+2,2	121,7	-34,9	78,6	-5,0	75,2	-7,8
+ Transferts de charge	0,1	//	0,4	//	0,3	//	0,3	//
- Dotations aux amortissements	23,8	+0,8	55,0	+4,5	39,3	-1,8	37,4	-1,1
= Résultat d'exploitation	30,2	+3,4	67,1	-49,8	39,7	-7,5	38,2	-13,5
+ Produits financiers	0,2	-28,9	0,9	-16,3	0,5	-3,0	0,8	+10,4
- Charges financières	1,5	-8,2	8,9	-10,9	5,2	-9,9	3,4	-14,1
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	28,8	+3,8	59,1	-52,6	34,9	-7,0	35,6	-13,0
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	2,5	-23,3	3,0	-9,6	2,3	-65,5	6,7	+24,0
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	2,2	-5,0	2,1	+3,9	2,4	+5,3	1,5	-1,3
+ Profits et charges exceptionnels	0,0	//	0,1	//	0,5	//	0,2	//
= Résultat de l'exercice	33,4	+0,0	64,4	-50,6	40,1	-10,1	43,9	-8,0
Cotisations sociales de l'exploitant	8,2	-0,9	20,3	+22,9	10,9	-10,7	11,4	+5,1
EBE par ETP non salariée	38,8	+2,6	83,5	-33,1	62,4	-4,6	49,7	-7,0
RCAI par unité de travail annuel	20,7	+4,2	40,6	-51,3	27,7	-6,7	23,5	-12,2
VA Agricole (VA + subventions d'exploitation)	62,6	+2,0	164,5	-27,4	89,5	-6,0	98,0	-6,3

Champ : exploitations métropolitaines

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2019-2020 sont calculées sur échantillon constant, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

Tableau E : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2020

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2019 en euros 2020 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2019 et 2020

	Petites		Moyennes		Grandes	
	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)
Echantillon	1 664		2 811		2 650	
Population	104 328		111 754		73 686	
Caractéristiques physiques						
Surface agricole utilisée (en ha)	56,0	+2,7	97,0	+2,0	135,7	+0,3
dont : SAU en fermage	38,5	+2,7	83,5	+2,3	125,9	+0,4
Effectifs animaux (en UGB)	32,4	-2,0	64,0	+1,8	186,2	+0,2
Nombre d'ETP	1,3	+0,3	1,8	+0,7	3,4	+0,6
dont : ETP non salariés	1,1	-0,0	1,4	+0,4	1,7	-1,8
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)						
Capacité d'autofinancement	30,0	-6,7	63,6	-0,6	136,5	-7,8
- Prélèvements privés	17,3	+3,7	34,8	+3,6	77,6	+5,2
= Autofinancement	12,7	-17,7	28,8	-5,3	58,9	-20,9
Actif immobilisé	148,2	-0,3	257,7	+2,4	482,8	+3,4
Actif circulant	85,3	+4,0	163,5	+3,7	413,6	+5,0
Stocks	36,7	-1,0	78,3	-1,0	240,2	+1,6
Capitaux propres	166,5	+1,6	250,9	+2,3	453,2	+2,9
Endettement total	67,6	+0,3	171,9	+3,9	446,9	+5,4
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)						
Ventes et autoconsommation						
- Achats d'animaux	2,9	-25,0	4,9	+3,8	16,1	-1,7
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	66,9	+0,9	160,5	+0,9	440,2	+0,4
+ Production stockée	-2,3	//	-1,2	//	-2,2	//
+ Production immobilisée	0,9	+65,6	1,7	+12,3	7,8	-1,9
+ Produits divers	2,4	-1,5	4,1	+3,4	6,9	+0,3
= Production de l'exercice	67,9	-2,8	165,1	+0,2	452,8	-1,6
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,1	//	0,3	//	0,8	//
- Charges d'approvisionnement	24,1	-1,3	59,7	-1,0	166,3	+0,7
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	28,0	+3,0	53,7	+5,5	119,8	+3,7
= Valeur ajoutée	15,8	-13,5	52,0	-3,4	167,4	-7,0
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	//	0,0	//	0,0	//
+ Subventions d'exploitation	22,9	+1,7	33,1	+1,1	40,4	+0,5
+ Indemnités d'assurance	1,3	+9,9	3,1	+47,6	5,9	+17,2
- Fermages	5,1	+2,9	13,0	+0,2	29,2	-1,2
- Impôts et taxes	1,2	-5,0	1,8	-3,1	4,0	-5,9
- Charges de personnel	3,2	-0,8	8,3	+3,2	39,8	+3,0
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	30,5	-6,2	65,1	-0,9	140,7	-8,0
+ Transferts de charge	0,2	//	0,2	//	0,5	//
- Dotations aux amortissements	14,3	-0,2	30,3	+0,9	63,4	+0,8
= Résultat d'exploitation	16,4	-10,8	35,0	-2,5	77,8	-14,0
+ Produits financiers	0,2	+36,7	0,6	+23,4	1,5	+17,0
- Charges financières	0,9	-10,8	2,5	-8,7	6,5	-7,6
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	15,7	-10,4	33,2	-1,5	72,8	-14,1
+ Plus ou moins value sur cession d'actifs immobilisés	2,0	-0,9	5,6	+14,8	8,4	-1,6
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	0,9	-4,9	1,4	+4,1	3,3	+9,5
+ Profits et charges exceptionnels	0,0	//	0,2	//	0,2	//
= Résultat de l'exercice	18,6	-10,7	40,3	+0,4	84,7	-12,3
Cotisations sociales de l'exploitant	5,7	+1,4	10,5	+4,4	20,3	+3,2
EBE par ETP non salariée	26,9	-6,2	47,1	-1,4	81,7	-6,2
RCAI par unité de travail annuel	13,8	-10,3	24,0	-2,0	42,3	-12,5
VA Agricole (VA + subventions d'exploitation)	38,7	-5,1	85,1	-1,7	207,8	-5,7

Champ : exploitations métropolitaines

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2019-2020 sont calculées sur échantillon constant, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

Tableau F : Situation financière des exploitations en 2020

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2019 en euros 2020 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2019 et 2020

Tableau de financement simplifié	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Autres grandes cultures		Maraîchage et horticulture	
	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)
Résultat courant avant impôts	37,0	-10,9	23,5	-7,4	51,7	-15,8	59,0	+9,3
+ Dotation aux amortissements	33,0	-0,7	26,2	-6,0	42,7	-4,3	28,5	+2,1
+ Charges et produits exceptionnels	0,1	//	0,2	//	0,1	//	0,1	//
= Capacité d'autofinancement	70,0	-6,6	49,9	-7,2	94,5	-11,6	87,6	+6,8
- Prélèvements privés	39,4	+4,1	27,8	+2,7	50,0	-11,9	50,4	+11,3
= Autofinancement	30,7	-18,0	22,1	-16,5	44,5	-11,2	37,3	+1,1
+ Cessions d'immobilisations	8,5	+3,7	11,6	-3,8	13,0	+12,6	1,4	-32,4
+ Subventions d'équipement reçues	1,8	-12,0	0,2	-37,9	1,0	+26,1	3,6	+69,7
+ Nouvelles dettes financières	39,0	+4,0	27,8	+6,4	49,6	+15,4	31,1	+21,7
+ Variation des dettes auprès des tiers	2,3	//	-0,2	//	3,2	//	5,6	//
+ Diminution de trésorerie nette								
= Total des ressources	82,3	-0,3	61,5	+0,1	111,3	+10,1	79,0	+12,3
Acquisitions d'immobilisations	41,9	+2,3	33,5	-0,4	55,9	+11,7	34,5	+7,5
+ Augmentation des animaux reproducteurs	-0,4	//	-0,7	//	-0,5	//	0,1	//
+ Charges à répartir	0,0	//	0,0	//	0,0	//	0,2	//
+ Remboursements des dettes financières	35,0	-1,9	26,0	-6,4	47,6	-5,3	24,2	-12,8
+ Variation des stocks	-1,2	//	-4,0	//	-7,1	//	-0,5	//
+ Variation des créances auprès des tiers	0,7	//	1,2	//	6,6	//	3,6	//
+ Variation des comptes de régularisation	0,2	//	0,5	//	-0,4	//	0,1	//
+ Augmentation de trésorerie nette	6,0	//	5,0	//	9,3	//	16,8	//
= Total des emplois	82,3	-0,3	61,5	+0,1	111,3	+10,1	79,0	+12,3
Variation du fonds de roulement net	3,4	-67,2	2,9	-34,0	5,2	-2,2	14,4	+104,3
Variation du besoin en fonds de roulement	106,2	-3,3	72,4	-4,6	108,7	-1,7	22,4	-8,6
Variation de trésorerie nette	6,0	+74,7	5,0	+1 772,4	9,4	+64,2	16,8	+56,8
Investissement total	33,0	+0,6	21,3	+0,2	42,4	+10,4	33,2	+10,9
Excédent de trésorerie d'exploitation	71,1	+3,3	52,2	+6,1	94,4	-11,9	89,7	+5,1

Bilan 2020	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Autres grandes cultures		Maraîchage et Horticulture	
	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)
Actif immobilisé	275,5	+1,9	190,7	+1,5	301,1	+2,6	158,7	+3,5
Terrains	43,7	+4,0	55,6	+4,4	31,4	+3,0	13,8	+13,6
Aménagements terrains	2,3	-2,0	2,9	-8,5	2,3	-5,1	2,8	+18,1
Constructions	59,3	+1,2	18,4	+1,5	47,7	+9,8	38,4	-0,9
Installations spécialisées	12,9	+6,6	4,6	+1,4	17,4	+8,0	37,3	-3,0
Matériel	76,3	+1,7	72,6	-0,3	106,0	-0,3	49,6	+9,3
Plantations (y compris forêt)	10,1	+3,7	0,3	+7,3	1,5	+50,5	2,7	-10,1
Animaux reproducteurs	46,3	-0,8	6,9	-9,1	8,3	-5,9	1,0	+15,0
Autres immobilisations	24,7	+3,4	29,5	+5,5	86,4	+2,0	13,2	+5,6
Actif circulant	199,0	+3,0	146,7	+1,4	231,3	+3,9	142,5	+15,9
Stocks et en-cours	104,5	-1,1	58,4	-6,4	92,2	-7,2	31,2	-1,7
dont animaux circulants	22,3	-1,2	3,7	-3,6	7,0	-9,2	0,3	+12,3
Valeurs réalisables	46,6	+2,4	44,4	+5,6	74,7	+10,8	31,1	-0,6
Valeurs disponibles	47,8	+14,1	43,9	+9,2	64,4	+15,2	80,3	+33,7
Régularisation actif	2,0	+5,4	1,5	+16,6	2,8	-13,1	1,8	+7,3
Total actif	476,5	+2,4	339,0	+1,5	535,3	+3,1	303,1	+9,0
Capitaux propres	272,0	+1,7	202,1	+2,0	289,7	+3,9	132,3	+10,9
Capital individuel initial	191,3	+0,0	151,0	+0,0	187,3	+0,0	72,0	+0,0
Variation du capital initial	70,6	+6,6	49,8	+8,9	99,0	+12,0	51,5	+32,7
Subventions d'investissement	10,1	+1,0	1,3	-8,9	3,3	+4,1	8,8	+3,6
Total endettement	204,3	+3,3	136,7	+1,1	245,0	+2,1	170,6	+7,7
Dettes à long ou moyen terme	133,2	+2,3	86,9	+2,5	156,0	+0,5	101,5	+3,6
Emprunts à court terme	7,3	+15,7	4,4	-7,4	10,1	+14,3	6,8	+98,1
Autres dettes financières à - 1 an	11,8	+2,9	9,9	-1,4	11,1	-0,2	6,6	-4,9
Dettes auprès de tiers	52,0	+4,6	35,5	-0,5	67,8	+4,9	55,7	+11,1
Régularisation passif	0,2	//	0,2	//	0,6	//	0,2	//
Total passif	476,5	+2,4	339,0	+1,5	535,3	+3,1	303,1	+9,0

Champ : exploitations métropolitaines

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2019-2020 sont calculées sur échantillon constant, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

Tableau F : Situation financière des exploitations en 2020

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2019 en euros 2020 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2019 et 2020

Tableau de financement simplifié	Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes		Bovins lait		Bovins viande	
	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)
Résultat courant avant impôts	50,5	-10,0	44,2	+26,0	42,4	-7,7	17,9	-7,9
+ Dotation aux amortissements	28,7	+1,8	27,0	+6,5	43,2	+1,9	23,6	+0,1
+ Charges et produits exceptionnels	0,0	//	0,5	//	0,0	//	0,1	//
= Capacité d'autofinancement	79,2	-6,7	71,7	+18,3	85,6	-3,7	41,6	-3,5
- Prélèvements privés	51,9	+9,3	36,1	-9,9	45,4	+2,6	22,8	-2,1
= Autofinancement	27,3	-28,2	35,6	+67,0	40,1	-9,9	18,8	-5,3
+ Cessions d'immobilisations	4,7	-18,2	4,4	-16,2	9,8	+3,7	5,4	-17,0
+ Subventions d'équipement reçues	2,2	-28,1	6,3	+44,0	2,7	+4,7	1,7	-28,4
+ Nouvelles dettes financières	41,2	-4,4	24,6	-3,8	51,1	-5,1	24,6	-3,9
+ Variation des dettes auprès des tiers	1,2	//	3,5	//	5,0	//	1,4	//
+ Diminution de trésorerie nette								
= Total des ressources	76,6	-11,5	74,4	+42,9	108,8	-0,4	51,9	-4,7
Acquisitions d'immobilisations	34,9	-17,8	34,4	-6,9	58,6	+6,8	27,8	-1,0
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,0	//	-0,1	//	-0,4	//	-0,4	//
+ Charges à répartir	0,0	//	0,0	//	0,0	//	0,0	//
+ Remboursements des dettes financières	32,2	-1,8	20,8	+2,2	47,0	+0,6	23,1	+0,8
+ Variation des stocks	3,3	//	2,7	//	0,6	//	-2,4	//
+ Variation des créances auprès des tiers	-3,7	//	2,5	//	0,2	//	0,6	//
+ Variation des comptes de régularisation	0,1	//	0,6	//	-0,1	//	0,1	//
+ Augmentation de trésorerie nette	9,8	//	13,5	//	2,9	//	3,1	//
= Total des emplois	76,6	-11,5	74,4	+42,9	108,8	-0,4	51,9	-4,7
Variation du fonds de roulement net	8,4	-47,9	15,7	+2 921,3	-1,4	-124,7	0,0	-110,3
Variation du besoin en fonds de roulement	285,3	-1,2	66,8	+2,6	67,6	-6,1	63,6	-5,1
Variation de trésorerie nette	9,8	+126,0	13,5	+2 531,7	2,9	-48,8	3,1	+136,9
Investissement total	30,2	-17,7	29,9	-5,2	48,4	+6,7	22,1	+1,1
Excédent de trésorerie d'exploitation	74,4	+8,0	62,8	+14,1	90,1	+8,0	45,9	+9,7

Bilan 2020	Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes		Bovins lait		Bovins viande	
	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)
Actif immobilisé	268,2	+1,3	180,1	+3,0	371,9	+3,0	277,9	+0,7
Terrains	84,8	+2,9	25,3	+1,5	24,2	+3,6	42,0	+3,1
Aménagements terrains	1,2	-0,2	2,1	+3,1	2,3	-5,5	1,6	+1,4
Constructions	54,6	-0,4	31,7	-0,3	105,8	+2,2	43,5	+3,8
Installations spécialisées	5,7	+1,7	15,0	+10,1	26,0	+14,1	3,8	-1,6
Matériel	54,8	+0,6	44,9	-0,7	99,2	+4,4	57,2	-1,5
Plantations (y compris forêt)	52,9	+2,4	45,9	+6,6	0,1	+15,8	0,0	+4,4
Animaux reproducteurs	0,3	-0,9	1,1	-6,0	91,0	-0,4	121,9	-0,3
Autres immobilisations	14,0	-2,0	15,8	+22,8	23,4	+3,6	8,0	+6,2
Actif circulant	415,5	+2,3	183,7	+11,8	151,3	+2,5	122,6	+1,7
Stocks et en-cours	284,7	+1,2	39,6	+7,4	70,5	+0,9	68,8	-3,4
dont animaux circulants	0,2	+5,3	0,5	+4,7	30,4	+1,6	46,1	-3,4
Valeurs réalisables	66,9	-3,8	64,6	+5,1	45,7	+0,4	21,5	+6,6
Valeurs disponibles	64,0	+15,6	79,5	+20,5	35,1	+8,9	32,3	+10,9
Régularisation actif	1,9	-0,1	2,0	+17,8	2,3	+3,4	1,3	+6,3
Total actif	685,7	+1,9	365,8	+7,3	525,5	+2,9	401,8	+1,0
Capitaux propres	457,0	+0,6	229,0	+8,1	260,1	+2,1	274,7	+0,1
Capital individuel initial	294,2	+0,0	127,4	+0,0	185,7	+0,0	222,3	+0,0
Variation du capital initial	143,5	+2,2	81,1	+22,9	59,8	+9,3	45,2	-0,3
Subventions d'investissement	19,4	-0,9	20,5	+11,4	14,7	+1,6	7,2	+5,7
Total endettement	228,3	+4,6	136,8	+6,2	265,0	+3,6	127,1	+3,1
Dettes à long ou moyen terme	122,0	+3,3	75,6	+3,0	194,1	+2,5	86,9	+1,5
Emprunts à court terme	15,1	+51,6	4,3	+54,9	6,5	-9,1	3,2	+10,8
Autres dettes financières à - 1 an	15,6	-1,2	4,5	+17,0	10,2	-0,5	6,9	+14,1
Dettes auprès des tiers	75,7	+1,6	52,3	+7,2	54,3	+10,2	30,1	+4,8
Régularisation passif	0,3	//	0,1	//	0,4	//	0,0	//
Total passif	685,7	+1,9	365,8	+7,3	525,5	+2,9	401,8	+1,0

Champ : exploitations métropolitaines

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2019-2020 sont calculées sur échantillon constant, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

Tableau F : Situation financière des exploitations en 2020

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2019 en euros 2020 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2019 et 2020

Tableau de financement simplifié	Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Polyculture, polyélevage	
	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)
Résultat courant avant impôts	28,8	+3,8	59,1	-52,6	34,9	-7,0	35,6	-13,0
+ Dotation aux amortissements	23,8	+0,8	55,0	+4,5	39,3	-1,8	37,4	-1,1
+ Charges et produits exceptionnels	0,0	//	0,1	//	0,5	//	0,2	//
= Capacité d'autofinancement	52,7	+2,2	114,2	-36,1	74,7	-3,2	73,2	-7,0
- Prélèvements privés	29,8	+36,1	69,5	+14,4	46,2	-0,1	36,1	-6,8
= Autofinancement	22,8	-28,5	44,7	-62,6	28,5	-8,6	37,0	-7,2
+ Cessions d'immobilisations	4,2	-13,2	5,8	+15,7	7,3	-6,5	11,5	+36,4
+ Subventions d'équipement reçues	3,3	-29,8	2,2	-28,0	2,1	-6,7	1,3	-37,4
+ Nouvelles dettes financières	22,0	+4,9	85,0	+13,2	45,7	+10,4	43,0	+11,5
+ Variation des dettes auprès des tiers	0,4	//	9,4	//	2,8	//	1,9	//
+ Diminution de trésorerie nette			12,5	//				
= Total des ressources	52,7	-13,8	159,6	-19,7	86,4	+7,8	94,8	+10,3
Acquisitions d'immobilisations	30,5	-5,3	75,4	+22,8	42,2	+20,9	47,2	+5,4
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,1	//	-2,5	//	-0,4	//	0,1	//
+ Charges à répartir	0,0	//	0,0	//	0,0	//	0,1	//
+ Remboursements des dettes financières	17,8	-9,5	79,6	+0,3	44,8	-10,3	39,7	+1,5
+ Variation des stocks	-0,5	//	-0,3	//	-1,1	//	-2,7	//
+ Variation des créances auprès des tiers	-1,2	//	6,8	//	0,2	//	2,3	//
+ Variation des comptes de régularisation	0,2	//	0,7	//	-0,1	//	0,9	//
+ Augmentation de trésorerie nette	5,9	//			0,8	//	7,2	//
= Total des emplois	52,7	-13,8	159,6	-19,7	86,4	+7,8	94,8	+10,3
Variation du fonds de roulement net	3,9	-107,5	-14,7	-131,5	-3,1	-29,1	5,7	+18,7
Variation du besoin en fonds de roulement	41,8	-4,0	162,6	-1,2	46,3	-12,4	86,8	-2,8
Variation de trésorerie nette	5,9	-48,8	-12,5	-136,8	0,8	+122,8	7,5	+10 522,9
Investissement total	26,4	+1,2	67,1	+12,9	34,6	+27,4	35,7	-2,6
Excédent de trésorerie d'exploitation	54,1	+10,1	119,9	-27,1	78,1	+0,4	72,8	-0,8

Bilan 2020	Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Polyculture polyélevage	
	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)
Actif immobilisé	205,8	+2,5	425,8	+3,7	270,0	-0,9	301,8	+1,7
Terrains	29,9	+4,5	27,8	+8,5	17,9	-1,6	36,1	+7,5
Aménagements terrains	1,4	-0,1	5,6	+22,9	2,4	+1,3	2,6	-2,8
Constructions	50,9	+2,3	192,3	+2,3	127,4	-4,1	57,6	-1,4
Installations spécialisées	11,6	+5,5	18,2	+7,9	24,6	+13,8	12,9	+6,7
Matériel	66,2	+2,9	97,0	+7,7	72,3	-1,8	90,7	+2,3
Plantations (y compris forêt)	0,0	+93,9	0,0	+167,2	0,7	+96,3	4,9	+3,8
Animaux reproducteurs	39,1	+0,3	49,5	-4,7	10,6	-3,5	69,1	+0,1
Autres immobilisations	6,6	+0,8	35,4	+5,1	14,2	+14,1	27,8	+1,3
Actif circulant	94,8	+1,7	287,9	+1,7	130,5	+1,7	182,7	+4,3
Stocks et en-cours	31,6	-1,6	201,2	-0,2	43,4	-2,4	89,9	-3,0
dont animaux circulants	12,7	-5,2	139,8	-1,9	26,0	-0,9	34,9	-2,4
Valeurs réalisables	26,9	-4,9	43,9	+14,6	45,9	+2,0	45,2	+5,4
Valeurs disponibles	36,2	+10,6	42,8	-1,2	41,2	+6,1	47,6	+19,9
Régularisation actif	0,8	+14,9	3,8	+6,3	2,2	+0,6	2,4	+19,1
Total actif	301,3	+2,3	717,6	+2,9	402,7	-0,0	486,8	+2,7
Capitaux propres	187,3	+2,6	250,6	-2,0	113,4	-5,3	262,9	+3,0
Capital individuel initial	137,9	+0,0	166,5	+0,0	89,1	+0,0	188,8	+0,0
Variation du capital initial	38,5	+10,4	70,1	-6,9	9,6	-38,7	65,2	+13,6
Subventions d'investissement	10,9	+11,2	14,1	+0,3	14,7	-2,0	8,9	-2,1
Total endettement	113,9	+1,8	466,9	+5,8	289,1	+2,1	223,9	+2,7
Dettes à long ou moyen terme	84,1	+4,5	301,8	+2,0	215,5	+0,1	149,7	+2,3
Emprunts à court terme	2,0	+38,4	16,6	-2,0	5,8	+12,8	6,2	-2,1
Autres dettes financières à - 1 an	5,7	-31,1	54,1	+24,8	16,4	+16,7	12,9	+5,9
Dettes auprès de tiers	22,2	+2,0	94,3	+11,1	51,4	+5,8	55,1	+3,7
Régularisation passif	0,1	//	0,1	//	0,2	//	0,1	//
Total passif	301,3	+2,3	717,6	+2,9	402,7	-0,0	486,8	+2,7

Champ : exploitations métropolitaines

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2019-2020 sont calculées sur échantillon constant, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

Tableau F : Situation financière des exploitations en 2020

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2019 en euros 2020 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2019 et 2020

Tableau de financement simplifié	Petites		Moyennes		Grandes	
	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)	2020	Évol. 20/19 (%)
Résultat courant avant impôts	15,7	-10,4	33,2	-1,5	72,8	-14,1
+ Dotation aux amortissements	14,3	-0,2	30,3	+0,9	63,4	+0,8
+ Charges et produits exceptionnels	0,0	//	0,2	//	0,2	//
= Capacité d'autofinancement	30,0	-6,7	63,6	-0,6	136,5	-7,8
- Prélèvements privés	17,3	+3,7	34,8	+3,6	77,6	+5,2
= Autofinancement	12,7	-17,7	28,8	-5,3	58,9	-20,9
+ Cessions d'immobilisations	3,6	-5,4	9,0	+6,0	14,7	+3,7
+ Subventions d'équipement reçues	1,1	-39,6	1,4	-3,2	3,5	-8,6
+ Nouvelles dettes financières	12,3	+5,7	33,2	+2,8	85,7	+6,0
+ Variation des dettes auprès des tiers	0,6	//	2,5	//	4,4	//
+ Diminution de trésorerie nette						
= Total des ressources	30,3	-1,5	74,8	+5,0	167,2	-0,8
Acquisitions d'immobilisations	16,7	-3,8	38,9	+5,2	82,2	+3,3
+ Augmentation des animaux reproducteurs	-0,8	//	0,0	//	-0,3	//
+ Charges à répartir	0,0	//	0,0	//	0,0	//
+ Remboursements des dettes financières	12,1	-0,8	31,1	-0,8	73,5	-0,7
+ Variation des stocks	-1,4	//	-0,9	//	-1,4	//
+ Variation des créances auprès des tiers	-0,2	//	-0,2	//	3,3	//
+ Variation des comptes de régularisation	0,2	//	0,2	//	0,4	//
+ Augmentation de trésorerie nette	3,8	//	5,7	//	9,5	//
= Total des emplois	30,3	-1,5	74,8	+5,0	167,2	-0,8
Variation du fonds de roulement net	1,7	-43,4	2,4	-53,1	7,4	-69,9
Variation du besoin en fonds de roulement	39,5	-1,6	79,7	-5,2	240,6	+0,7
Variation de trésorerie nette	3,8	+166,0	5,7	+294,5	9,6	+15,9
Investissement total	12,3	-9,6	29,9	+6,4	67,2	+1,4
Excédent de trésorerie d'exploitation	32,5	+7,7	65,9	+8,5	133,7	+0,8

Bilan 2020	Petites		Moyennes		Grandes	
	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)
Actif immobilisé	148,2	-0,0	257,7	+2,0	482,8	+2,6
Terrains	45,7	+2,4	43,9	+4,6	40,5	+5,4
Aménagements terrains	0,9	-0,6	2,0	-4,0	4,6	-0,9
Constructions	24,2	+1,4	49,5	+0,7	123,9	+1,4
Installations spécialisées	3,7	-0,6	10,6	+10,3	29,4	+5,9
Matériel	32,9	-2,0	71,7	+1,3	144,5	+3,2
Plantations (y compris forêt)	2,9	-2,2	6,9	+1,5	25,2	+5,8
Animaux reproducteurs	30,3	-2,5	51,2	-0,0	61,7	-0,5
Autres immobilisations	7,7	+4,4	21,9	+4,9	53,1	+2,3
Actif circulant	85,3	+2,9	163,5	+2,7	413,6	+3,2
Stocks et en-cours	36,7	-3,8	78,3	-1,1	240,2	-0,6
dont animaux circulants	11,3	-3,2	19,9	-0,8	41,5	-0,6
Valeurs réalisables	19,2	+1,0	42,4	+1,1	91,8	+3,8
Valeurs disponibles	29,4	+14,2	42,8	+12,5	81,6	+15,4
Régularisation actif	0,7	+7,6	1,8	+3,7	4,2	+6,0
Total actif	234,2	+1,1	423,0	+2,3	900,6	+2,9
Capitaux propres	166,5	+0,9	250,9	+2,2	453,2	+1,6
Capital individuel initial	133,1	+0,0	180,8	+0,0	289,4	+0,0
Variation du capital initial	29,1	+4,5	61,5	+9,9	143,0	+5,3
Subventions d'investissement	4,2	+4,7	8,6	-0,6	20,8	+1,0
Total endettement	67,6	+1,7	171,9	+2,5	446,9	+4,2
Dettes à long ou moyen terme	42,4	-0,0	111,3	+1,8	294,8	+3,1
Emprunts à court terme	1,9	+13,3	5,3	+3,5	18,1	+22,6
Autres dettes financières à - 1 an	4,3	+6,4	8,7	-3,7	26,9	+5,6
Dettes auprès de tiers	19,0	+3,5	46,6	+5,7	107,0	+4,3
Régularisation passif	0,2	//	0,1	//	0,5	//
Total passif	234,2	+1,1	423,0	+2,3	900,6	+2,9

Champ : exploitations métropolitaines

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2019-2020 sont calculées sur échantillon constant, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).